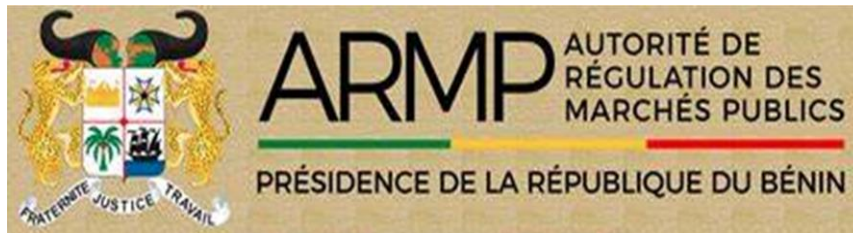


2025

REPUBLIQUE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

---



-----

**AUDIT TECHNIQUE INDEPENDANT DES MARCHES PUBLICS AU  
TITRE DE L'ANNEE 2022**

-----

---

**AUTORITE CONTRACTANTE : MINISTERE DES  
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE  
LA PROMOTION DE L'EMPLOI (MPMEPE)**

---

**EXERCICE 2022**

**VERSION DEFINITIVE**



## SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS .....	3
RESUME EXECUTIF .....	4
I. LETTRE INTRODUCTIVE .....	6
II. RAPPEL DES OBJECTIFS DE LA MISSION .....	8
III. POSTULATS EN VUE DE LA FORMULATION DE L'OPINION DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES MARCHES PUBLICS DE L'AUTORITE CONTRACTANTE .....	8
IV. LETTRE D'OPINION DE L'AUDITEUR .....	13
V. CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DE LA REVUE DE CONFORMITE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES .....	16
5.1. CONSTATS SUR LA MISE EN PLACE, L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT INTERNE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS.....	16
5.1.1. Revue de l'existence effective de certains documents obligatoires attendus .....	16
5.1.2. Appréciation de la mise en place, de l'organisation et du fonctionnement des organes de l'autorité contractante.....	18
5.1.2.1. Personne responsable des marchés publics (PRMP) .....	18
5.1.2.2. Secrétariat Permanent de la PRMP (SP-PRMP) .....	19
5.1.2.3. Commission d'Ouverture et d'Evaluation des offres (COE) .....	20
5.1.2.4. Cellule de Contrôle des Marchés Publics (CCMP) .....	20
5.2. CONSTATS SUR L'EXHAUSTIVITE DES MARCHES COMMUNIQUEES, L'UTILISATION DE METHODES PEU COMPETITIVES PENDANT LA PERIODE SOUS REVUE, LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DES AUDITS ANTERIEURS ET DES DECISIONS EVENTUELLES DE LA CRD.....	22
5.2.1. Contrôle de l'exhaustivité des marchés communiqués par l'autorité contractante .....	22
5.2.2. Commentaire sur l'utilisation de procédures peu ou non compétitives par l'autorité contractante pendant la période sous revue .....	22
5.2.3. Commentaire sur la mise en œuvre des recommandations des missions d'audit précédentes ....	23
5.2.4. Commentaire sur la mise en œuvre des décisions de la CRD pour les marchés ayant fait l'objet de recours portés devant l'ARMP .....	23
5.3. CONSTATS SUR LA PASSATION ET L'EXECUTION DES MARCHES SELECTIONNES .....	23
5.3.1. Echantillonnage .....	23
5.3.2. Appréciation de l'existence effective des documents attendus par marché sélectionné .....	24
5.3.3. Conclusion sur l'« auditabilité » des marchés sélectionnés.....	24
5.3.4. Appréciation de la procédure de passation et d'exécution des marchés auditables .....	27
5.3.4.1. Phase de préparation du marché .....	27
5.3.4.2. Phase du déroulement de la procédure de passation .....	27
5.3.4.3. Phase de l'exécution du marché (post-attribution : réception et règlement) .....	32
5.3.4.4. Commentaire sur les délais de passation des marchés sélectionnés au titre de la période sous revue .....	33
5.3.5. Conclusions sur la conformité des marchés .....	36
VI. ANNEXES .....	37

**SIGLES ET ABREVIATIONS**

<b>SIGLE</b>	<b>INTITULE</b>
<b>AC</b>	Autorité Contractante
<b>ANO</b>	Avis de Non Objection
<b>AOO</b>	Appel d'Offres Ouvert
<b>AOF</b>	Attribution organisation et Fonctionnement
<b>AOR</b>	Appel d'Offres Restreint
<b>ARMP</b>	Autorité de Régulation des Marchés Publics
<b>CCMP</b>	Cellule de Contrôle des Marchés Publics
<b>Cf</b>	Confère
<b>CMP</b>	Code des Marchés Publics
<b>COE</b>	Commission d'Ouverture et d'Évaluation des offres
<b>CRD</b>	Comité de Règlement des Différends
<b>CV</b>	Curriculum vitae
<b>DAC</b>	Dossier d'Appel à la Concurrence
<b>DAO</b>	Dossier d'Appel d'Offre
<b>DC</b>	Demande de Cotation
<b>DNCMP</b>	Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics
<b>DRP</b>	Demande de Renseignements et de Prix
<b>ED</b>	Entente Directe
<b>FCFA</b>	Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>HT</b>	Hors Taxes
<b>MPMEPE</b>	<b>Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi</b>
<b>NCF</b>	Non-conformité
<b>N/A</b>	Non Applicable
<b>INSF</b>	Insuffisance
<b>INTOSAI</b>	Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle
<b>PPM</b>	Plan de Passation des Marchés
<b>PRMP</b>	Personne Responsable des Marchés Publics
<b>PV</b>	Procès-verbal
<b>RAS</b>	Rien à Signaler
<b>RC</b>	Risque de non-conformité sur les procédures
<b>RO</b>	Risque de non-conformité sur les organes
<b>SIGMAP</b>	Système intégré de gestion des Marchés Publics
<b>SP-PRMP</b>	Secrétariat Permanent de la PRMP
<b>TDR</b>	Termes de Référence
<b>TTC</b>	Toutes Taxes Comprises
<b>UEMOA</b>	<b>Union Economique et Monétaire Ouest Africaine</b>

## RESUME EXECUTIF

---

Au terme de la mission d’audit technique indépendant des marchés publics de l’exercice 2022, il a été déterminé que la performance du **Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l’Emploi (MPMEPE)** en termes de gestion des marchés publics est jugée “**sans réserve**” avec un taux moyen d’irrégularités ou de non-conformités de **7%** (cf. Point IV. Lettre d’opinion de l’auditeur) sur la base d’un échantillon représentatif de **06** marchés d’une valeur globale de **121 360 683 FCFA HT**.

Cette performance est principalement attribuée aux rubriques ci-après :

N°	Rubriques	% moyens d’irrégularités
1	Mise en place, Organisation et fonctionnement des organes	13%
2	Exhaustivité des marchés communiqués par l’autorité contractante	Non déterminable
3	Conformité des procédures de passation et d’exécution des marchés	4%

Il est à noter que quant à la conformité des processus d'attribution des contrats examinés, l'audit a mis en lumière :

- **0%** de marchés non auditable (0 marché sur 6) ;
- **0%** de marchés non conformes (0 marché sur 6) ;
- **0%** de marchés nuls et de nul effet (0 marché sur 6).

La mission suggère aux responsables de l'autorité contractante de déterminer les raisons intrinsèques des diverses irrégularités ou non-conformités relevées et de mettre en place des mesures appropriées découlant du tableau de suivi pour la mise en œuvre des recommandations (à compléter avec les actions et les délais) joint en annexe.

## LETTRE INTRODUCTIVE

---

## I. LETTRE INTRODUCTIVE

La gestion budgétaire de l'exercice 2022 du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPMEPE) a été marquée par la passation de **treize (13) marchés publics** pour un montant global de **deux cent dix millions cent quatre-vingt-trois mille un (210 183 001) FCFA HT** selon la liste des marchés publics communiquée par l'Autorité contractante (*cf. annexe I*).

L'échantillonnage aléatoire réalisé selon les TDRs par le Cabinet a conduit à la sélection de **six (06) marchés publics d'une valeur globale de cent vingt et un millions trois cent soixante-six cent mille quatre-vingt-trois (121 360 683) FCFA HT** (*cf. annexe I*) soit un taux de représentativité de **46%** en termes de volume des marchés et **58%** en termes de valeur des marchés comme le montre le tableau ci-dessous :

Eléments	Communiqués		Sélectionnés		%	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Total Marchés</b>	13	210 183 001	06	121 360 683	46%	58%

Une fois l'échantillon sélectionné, nous nous sommes rapprochés de la Personne Responsable des Marchés Publics (**PRMP**) de l'autorité contractante (**AC**) et avons procédé à la collecte des pièces relatives à ces marchés sélectionnés, à l'organisation et au fonctionnement du dispositif de passation, d'exécution et de contrôle à priori des marchés de ladite autorité contractante.

Nous avons ensuite mis en œuvre toutes les diligences prévues dans les TDR pouvant nous permettre de mesurer le degré de respect par l'AC des dispositions et procédures édictées par la réglementation en vigueur sur les marchés publics pendant la période sous revue.

A l'issue de nos travaux, nous avons exposé à l'autorité contractante lors de la séance de restitution la synthèse des constats et recueilli ses commentaires et observations pour analyse et traitement.

Ceci a ainsi conduit à l'élaboration du présent rapport dont l'objet est d'exposer nos constats et de formuler les recommandations nécessaires. Ledit rapport sera articulé suivant les quatre (4) points ci-après :

- Rappel des objectifs de la mission
- Lettre d'opinion de l'auditeur
- Constats et recommandations de l'audit
- Annexes

Fait à Cotonou, le 29 mai 2025

  
**Bamidélé G. Thierry DOSSOU-YOVO**

**Chef de fil du groupement SYNEX CONSULTING -CCA-Expertises**  
**Associé Gérant du Cabinet SYNEX CONSULTING**  
**Expert-comptable Diplômé**

**RAPPEL DES OBJECTIFS DE LA MISSION ET DES POSTULATS  
ADOPTES EN VUE DE LA FORMULATION DE L'OPINION D'AUDIT  
DE CONFORMITE DES MARCHES PUBLICS DE L'AC**

---

## II. RAPPEL DES OBJECTIFS DE LA MISSION

Selon les TDR, les objectifs de la mission se présentent comme suit :

- **Objectif général :** Effectuer un audit technique et de conformité des procédures des marchés passés au titre de l'année 2022 par les autorités contractantes en référence aux textes en vigueur pendant la période sous revue.
- **Objectifs spécifiques:**
  - Effectuer un audit physique, financier et de conformité des procédures des marchés passés au titre de l'année 2022 par les différentes autorités contractantes ;
  - Apprécier la performance du système des marchés publics au niveau de chaque AC sur la base des critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience et de durabilité

## III. POSTULATS EN VUE DE LA FORMULATION DE L'OPINION DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES MARCHES PUBLICS DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

- i. **Concernant l'opinion globale de l'auditeur sur la conformité des marchés publics par rapport aux dispositions du code des marchés publics en vigueur**

Échelles de notation :

Titre de l'opinion	Signification de l'opinion	Barème Notation
Sans réserve	<b>Sans réserve</b> – Les marchés publics passés par l'autorité contractante au titre de la période sous revue sont dans tous leurs aspects significatifs, conformes aux textes législatifs et réglementaires en vigueur	$X \leq 10 \%$
Favorable	<b>Favorable</b> – La performance de l'autorité contractante en termes de gestion des marchés publics au titre de la période sous revue est "globalement satisfaisante" malgré des anomalies jugées mineures au regard des textes législatifs et réglementaires en vigueur	$10\% < X \leq 20 \%$
Partiellement favorable mais avec des réserves	<b>Partiellement favorable mais avec des réserves</b> – La performance de l'autorité contractante en termes de gestion des marchés au titre de la période sous revue présente des risques jugés modérés nécessitant des corrections au regard des textes législatifs et réglementaires en vigueur	$20\% < X \leq 40\%$
Défavorable	<b>Opinion défavorable</b> – La performance de l'autorité contractante en termes de gestion des marchés présente des risques et lacunes jugées substantielles nécessitant des actions correctives urgentes au regard des textes législatifs et réglementaires en vigueur	$40\% < X \leq 70\%$
Adverse	<b>Opinion adverse</b> – La performance de l'autorité contractante en termes de gestion des marchés est globalement un échec et présente des irrégularités, erreurs et fraudes jugées suffisamment graves au regard des textes législatifs et réglementaires en vigueur	$70\% < X \leq 100\%$



**ii. Concernant l'existence de documents obligatoires à mettre en place par l'AC pour la conduite de la passation des marchés :**

Concernant l'appréciation de l'existence de certaines pièces obligatoires@ à mettre en place par l'AC pour l'organisation de son système de passation des marchés, le barème ci-après a été retenu pour la formulation de notre opinion :

Pourcentage d'absence des pièces (X)	Opinion sur la disponibilité de certaines pièces obligatoires
$X \leq 20 \%$	Parfaite
$20\% < X \leq 40 \%$	Satisfaisante
$40\% < X \leq 60\%$	Moyenne
$60\% < X \leq 90\%$	Insatisfaisante
$90\% < X \leq 100\%$	Défaillante

@

	Documents attendus	Références du juridiques
1	Plan de passation des marchés de l'exercice sous revue	Article 24 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020
2	Preuve de validation du PPM par la DNCMP	Article 24 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020
3	Avis général de passation des marchés au titre de l'exercice sous revue	Article 25 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020
4	Preuve de publication de l'avis général de passation des marchés	Article 25 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020
5	Registre spécial de dépôt des offres	Article 69 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020
6	Acte portant AOF de la CCMP	Décision N° 2022-001/ARMP/PR-CR/SP/DRAJ/SA DU 31 Mars 2022
7	Acte de nomination des membres de la CCMP	Article 15 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020
8	Acte portant AOF de la PRMP	Décision N° 2022-001/ARMP/PR-CR/SP/DRAJ/SA DU 31 MARS 2022
9	Acte de nomination de la PRMP	Article 11 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020
10	Acte portant AOF du SP-PRMP	Article 8 du décret n°2020 - 596 du 23 décembre 2020
11	Acte de nomination des membres du SP-PRMP	Article 8 du décret n°2020 - 596 du 23 décembre 2020)
12	Acte de nomination du Chef CCMP	Articles 4 et 5 décrets n°2020-597 du 23 décembre 2020
13	Les statistiques, les indicateurs de performance sur les marchés publics	Article 10 point 5 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020
14	Rapports de fin de chaque trimestre pour la CCMP	Article 2 point 7 du décret n°2020 - 597 du 23 décembre 2020
15	Rapports sur la passation et l'exécution des marchés	Article 10 point 5 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020
16	Preuve de transmission des rapports par la PRMP respectivement à l'ARMP et à l'autorité de contrôle (DNCMP/CCMP)	Article 10 point 5 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020
17	Document d'enregistrement (Registre ou Cahier de transmission) des différentes phases de la passation des marchés, qu'elles soient administratives, techniques ou financières	Article 1 <sup>er</sup> point 12 Décret n°2020 - 596 du 23 décembre 2020

**iii. Concernant la mise en place, l'organisation et le fonctionnement des organes prévus par les textes en vigueur :**

Concernant l'évaluation de la performance de l'autorité contractante en matière de mise en place, d'organisation et de fonctionnement des organes, le barème ci-après a été retenu pour la formulation de notre opinion :

Pourcentage non-conformité sur les organes (X)	Opinion sur la Performance des organes
0% de non-conformité	Très satisfaisante
$0\% < X \leq 20\%$	Satisfaisante
$20\% < X \leq 40\%$	Moyenne
$40\% < X \leq 60\%$	Insatisfaisante
Plus de 60%	Défaillante

iv. **Concernant la conformité des marchés passés par l'AC**

Dans l'optique de la formulation de l'opinion sur la conformité des marchés, nous proposons une représentation schématique des groupes de marchés comme suit :



(1) <b>Marchés non auditables</b> : Marchés non audités par la mission en raison de la non communication d'au moins <b>50%</b> (seuil de signification de l'audit) de certains documents obligatoires essentiels pour une opinion « fondée » sur la conformité desdits marchés [Cf. Liste au 5.3.3.] Nota bene : Le seuil de signification désigne dans le cadre de cet audit le taux d'absence de pièces au-delà duquel notre jugement fondé sur les marchés est susceptible d'être influencé.
(2) <b>Marchés conformes</b> : Marchés auditables n'ayant révélé aucune non-conformité @ par rapport aux textes en vigueur [Cf. Liste à l'Annexe 6]
(3) <b>Marchés non conformes</b> : Marchés auditables ayant <b>au moins un</b> document obligatoire manquant [Cf. Annexe 5] et Marchés auditables ayant révélé <b>au moins une</b> non-conformité par rapport aux dispositions du CMP en vigueur [Cf. Liste à l'Annexe 6] (y compris les cas de nullité de marchés prévus dans le CMP)

@ Nous retenons comme « **non-conformité** » une disposition non respectée du CMP et écorchant l'un des principes de la commande publique ci-après : la transparence, la libre concurrence, l'égalité de traitement et l'équité ; Quant à une « **insuffisance** », il s'agit d'une disposition non respectée du CMP sans incidence sur les principes de la commande publique suscités.

N°	Sources	Dispositions
1	Article 8, alinéa 2 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin	Tout marché dont la passation est soumise à une autorisation préalable d'un organe de contrôle est nul si cette obligation n'a pas été respectée
2	Article 24, alinéa 3 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin  Article 5 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020 fixant les règles et modalités de mise en œuvre des procédures de sollicitation de prix (DRP et DC).	Les marchés passés par l'autorité contractante dont les montants hors taxes sont supérieurs au seuil de dispense, doivent avoir été préalablement inscrits dans un plan prévisionnel ou révisé, à peine de nullité

---

3	<i>Article 85, alinéa 4 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin et article 20, alinéa 5 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020 fixant les règles et modalités de mise en œuvre des procédures de sollicitation de prix (DRP et DC).</i>	<i>Les marchés qui n'ont pas été approuvés sont nuls et de nul effet</i>
4	<i>Articles 122, 130 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin ;  Article 122</i>	<i>Tout contrat obtenu ou renouvelé au moyen de pratiques frauduleuses, ou d'ententes illégales, de renoncement injustifié à l'exécution du marché si sa soumission est acceptée ou d'actes de corruption, ou à l'occasion de l'exécution duquel des pratiques frauduleuses et des actes de corruption ont été perpétrés est nul</i>

## **LETTRE D'OPINION DE L'AUDITEUR INDEPENDANT**

---

#### IV. LETTRE D'OPINION DE L'AUDITEUR

**A**

**Monsieur le Ministre des Petites et Moyennes  
Entreprises et de la Promotion de l'Emploi  
(MPMEPE)**

**A**

**Monsieur le Président de l'Autorité de Régulation  
des Marchés Publics du Bénin (ARMP)**

Conformément au contrat de marché n°2024-05/PR/ARMP/PRMP/S-PRMP du 05/08/2024, nous avons procédé à la réalisation de la revue indépendante des procédures de planification, de passation et d'exécution des marchés publics de votre structure au titre de l'exercice budgétaire 2022.

Notre mission est de formuler à la lumière de nos vérifications un jugement motivé sur les procédures de passation des marchés publics passés et la qualité physique des prestations au titre de la période sous revue, par référence aux dispositions de la réglementation nationale des marchés publics en vigueur pendant la période sous revue au Bénin, aux directives communautaires, aux documents et standards internationaux.

Nous avons réalisé notre audit conformément aux :

- *Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle, ISSAI 400, relatives à l'audit de conformité, émises par l'Organisation internationale des Institutions de contrôle des finances publiques, INTOSAI et*
- *Bonnes pratiques observées au plan international en matière d'audit.*

Ces normes imposent de programmer et d'effectuer l'audit de manière à avoir l'assurance « raisonnable » que les marchés publics de l'exercice budgétaire 2022 ont été passés de façon transparente et régulière conformément aux dispositions du code des marchés publics en vigueur et donc en respectant les principes de la commande publique.

L'audit technique indépendant des marchés publics consiste, après un échantillonnage aléatoire des marchés communiqués par l'autorité contractante effectué selon les TDR, à procéder au moyen de tests de conformité vis-à-vis de la réglementation nationale, communautaire et internationale en vigueur, à des rapprochements et recoupements nécessaires d'informations et à collecter des éléments probants qui justifient les éventuels manquements recueillis.

Nous croyons que notre audit indépendant constitue une base raisonnable pour l'expression de notre opinion.

## Opinions de l'auditeur

A l'issue des contrôles, l'audit a abouti aux conclusions ci-après :

	Marchés non auditaibles (1)	Marchés auditaibles			Marchés sélectionnés (5=1+4)
		Marchés non conformes (2) @	Marchés conformes (3)	Total (4=2+3)	
Nombre	0	0	6	6	6
%	0%	0%	100%	100%	100%

@ dont 0 Marché nul et de nul effet en référence aux dispositions du code des marchés publics

Notre opinion sur la conformité des marchés au titre de l'exercice sous revue se présente sous forme de pourcentage moyen qui traduit le degré de non-conformité de l'autorité contractante par rapport au CMP au titre de la période sous revue déterminée comme suit :

N°	Eléments d'appréciation	Taux de performance	%	% moyen	Rubriques correspondantes dans le rapport
1	Mise en place, Organisation et fonctionnement des organes	Pourcentage d'incomplétude de certaines pièces obligatoires attendues	13%	13%	5.1.1
		Pourcentage de non-conformité des organes de passation et de contrôle de l'Autorité contractante	13%		5.1.2
2	Exhaustivité des marchés communiqués par l'autorité contractante	Pourcentage de non exhaustivité des marchés communiqués par l'autorité contractante au début de la mission	Non déterminable	Non déterminable	5.2.1
3	Conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés	Pourcentage d'incomplétude des dossiers de marchés	6%	4%	5.3.2
		Pourcentage des marchés non auditaibles	0%		5.3.3
		Pourcentage des marchés non conformes	0%		5.3.5
		Pourcentage des marchés nuls et de nul effet	0%		5.3.5
		Pourcentage de délais de passation et d'exécution non respectés	14%		5.3.4.4
4	Mise en œuvre des recommandations des décisions issues des recours portés devant à l'ARMP		N/A	N/A	5.2.4
Taux Moyen de non-conformités			7%		

### Opinion globale de l'auditeur : « Sans réserve »

Avec ce taux moyen de non-conformités ou d'irrégularités de 7%, " les marchés publics passés par le **Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPMEPE)** au titre de la période sous revue sont dans tous les aspects significatifs, **conformes** aux textes législatifs et réglementaires en vigueur".

Fait à Cotonou, le 29 mai 2025

**Bamidélé G. Thierry DOSSOU-YOVO**

Chef de fil du groupement SYNEX CONSULTING-CCA-Expertises

Associé Gérant du Cabinet SYNEX CONSULTING

Expert-comptable Diplômé

## **CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DE L'AUDIT**

---

## V. CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DE LA REVUE DE CONFORMITE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

Les principaux constats qui découlent de la revue de conformité des marchés sélectionnés seront présentés en trois (03) points principaux à savoir :

- *La conformité de la mise en place, l'organisation et le fonctionnement interne de l'autorité contractante en matière des marchés pendant la période sous revue ;*
- *L'appréciation de l'exhaustivité des marchés communiqués, l'utilisation de méthodes peu ou non compétitives pendant la période sous revue, la mise en œuvre des recommandations des audits antérieurs et des décisions éventuelles de la CRD ;*
- *La conformité des procédures de passation et d'exécution (réception et paiement) des marchés publics sélectionnés.*

### 5.1.CONSTATS SUR LA MISE EN PLACE, L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT INTERNE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

#### 5.1.1. Revue de l'existence effective de certains documents obligatoires attendus

L'efficacité de la passation des marchés publics repose en grande partie sur la disponibilité et la conformité de certains documents requis par la législation en vigueur. Ces documents qui se résument comme suit, sont essentiels pour assurer la transparence et la régularité dans les procédures de passation de l'autorité contractante :

N°	Pièces obligatoires attendues selon les textes en vigueur	DG (1)	Nbre de pièces reçues (a)	Nbre de pièces attendues (b)	% (1-a/b)
1	Plan de passation des marchés de l'exercice sous revue ( <b>Article 24 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF	1	1	0%
2	Preuve de validation du PPM par la DNCMP ( <b>Article 24 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF	1	1	0%
2 bis	PPM obtenu du SIGMaP	NCF	1	1	0%
3	Avis général de passation des marchés au titre de l'exercice sous revue ( <b>Article 25 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF	1	1	0%
4	Preuve de publication de l'avis général de passation des marchés ( <b>Article 25 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF	1	1	0%
5	Registre spécial de dépôt des offres coté et paraphé ( <b>Article 69 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF	1	1	0%
6	Acte de nomination des membres de la CCMP ( <b>art 3 décret n°2020-597 du 23 décembre 2020</b> )	NCF	1	1	0%
7	Acte de nomination du Chef CCMP ( <b>Article 4 et 5 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020</b> )	NCF	1	1	0%
8	Acte portant AOF de la CCMP ( <b>Décret N°2020-597 du 23 Décembre 2020</b> ) et <b>Article 15 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> ).	NCF	1	1	0%
9	Acte de nomination de la PRMP ( <b>Article 11 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF	1	1	0%
10	Acte portant AOF de la PRMP ( <b>Décret N°2020-596 du 23 Décembre 2020</b> ).	NCF	1	1	0%



N°	Pièces obligatoires attendues selon les textes en vigueur	DG (1)	Nbre de pièces reçues (a)	Nbre de pièces attendues (b)	% (1-a/b)
11	Acte de nomination des membres du SP-PRMP ( <b>Article 8 du décret n°2020 - 596 du 23 décembre 2020</b> ).	NCF	1	1	0%
12	Acte portant AOF du SP-PRMP ( <b>Article 8 du Décret N°2020-596 du 23 Décembre 2020</b> ).	NCF	1	1	100%
13	Les statistiques, les indicateurs de performance sur les marchés publics ( <b>Article 10 point 5 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	INSF	1	4	75%
14	Rapports sur la passation et l'exécution des marchés ( <b>Article 10 point 5 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	INSF	4	4	0%
15	Preuve de transmission des rapports par la PRMP respectivement à l'ARMP et à l'autorité de contrôle (DNCMP/CCMP) ( <b>Article 10 point 5 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	INSF	8	8	0%
16	Document d'enregistrement (Registre ou Cahier de transmission) des différentes phases de la passation des marchés, qu'elles soient administratives, techniques ou financières ( <b>Article 1 point 12 décret n°2020-96 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Personne responsable des marchés publics et de la Commission d'Ouverture et d'Evaluation</b> )	INSF	1	1	100%
<b>Taux moyen d'absence</b>			<b>26</b>	<b>30</b>	<b>13%</b>

DG= Degré de gravité liée à l'absence de la pièce  
(0 = absence de la pièce / 1= présence de la pièce)

### Opinion de l'auditeur indépendant

En raison de ce taux d'absence de **13%**, nous estimons que la présence de certaines pièces obligatoires auprès de l'AC est jugée "**très satisfaisante**". Toutefois, l'absence des documents suivants a été remarquée :

- Pièces dont l'absence induit une non-conformité des procédures (NCF) de l'AC :
  - Acte portant AOF du SP-PRMP (**articles 7 & art 8 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020**).
- Pièces dont l'absence n'a pas d'incidence sur la conformité des procédures (INSF) de l'AC :
  - Les statistiques, les indicateurs de performance sur les marchés publics (**Article 10 point 5 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020**).

### Recommandation

Nous recommandons à l'autorité contractante de rechercher au niveau des différents acteurs liés à la passation des marchés les causes inhérentes à ces manquements relevés et de prendre les dispositions à l'avenir pour mettre en place ces documents conformément aux textes en vigueur.

### Commentaire de l'autorité contractante

*Nous prenons acte.*

### **5.1.2. Appréciation de la mise en place, de l'organisation et du fonctionnement des organes de l'autorité contractante**

#### **Opinion de l'auditeur indépendant**

En raison du taux moyen de non-conformité de **13%**, nous estimons que l'organisation, la mise en place et le fonctionnement des organes de l'AC sont jugés comme « **satisfaisants** », et ce résultat se décline de façon spécifique pour chaque organe comme suit :

Organes	Taux de non-conformité
Personne Responsable des Marchés Publics	14%
Secrétariat Permanent de la PRMP	33%
Commission d'Ouverture et d'Evaluation des Offres	0%
Commission de Contrôle des Marchés Publics	6%
<b>Taux moyen de non-conformité (@)→</b>	<b>13%</b>

*@ confère détails dans le tableau de notation des organes à l'annexe 3*

Le détail des observations relevées par organe est présenté dans les paragraphes ci-après.

#### **5.1.2.1. Personne responsable des marchés publics (PRMP)**

##### ***R01 à R011***

Trois irrégularités ont été relevées par la mission sur la PRMP à savoir :

Il s'agit spécifiquement de :

- Non-conformité de la durée du mandat de la PRMP aux dispositions de **l'article 3 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020**. En effet, l'arrêté ministériel ANNEE 2018 N°0187/MPMEPE/DC/SGM/DAF/SA/028SGG18, en date du 9 octobre 2018, portant nomination de la PRMP, a expiré le 8 octobre 2020, sans qu'aucun nouvel acte de reconduction n'ait été pris.
- Manque de méthodes modernes et efficaces d'archivage (notamment numérique) de la documentation relative aux marchés conclus, contrevenant ainsi aux exigences de **l'article 10, point 6, de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 et de l'article premier du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020**.

Ces insuffisances sont corroborées par un **taux de non-conformité de 10%**.

Par ailleurs, notons les points positifs ci-après :

- L'analyse du curriculum vitae, des diplômes et des attestations permet de constater que la Personne Responsable des Marchés Publics est titulaire d'une Maîtrise en sciences juridiques, ainsi que de deux diplômes de Master 2 : l'un en Management des projets et programmes de développement, obtenu en 2009, et l'autre en Gestion des marchés publics, obtenu en 2023. Par ailleurs, elle justifie d'une expérience professionnelle avérée dans le domaine, acquise entre 2011 et 2022, soit antérieurement à sa nomination. Ces éléments attestent du respect intégral des exigences en matière de compétences et d'expérience, rendant ainsi cette nomination

conforme aux dispositions de l'article 11 de la loi ainsi qu'aux articles 3 et 4 du décret n°2020-596 du 24 décembre 2020.

- Les rapports d'activités examinés respectent scrupuleusement le modèle établi par l'ARMP et sont ainsi conformes aux dispositions de l'article 2 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020.
- Les rapports relatifs à la passation et à l'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice sous revue ont été transmis aux autorités de contrôle a priori (DNCMP/CCMP), en stricte conformité avec les dispositions de l'article 10, point 5, de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020.

### **Recommandation**

Nous recommandons à :

- L'Autorité Contractante de procéder, sans délai, à la régularisation du mandat de la PRMP en prenant un nouvel acte de nomination conforme aux dispositions de l'article 3 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020. Cette mesure garantira la légalité et la continuité des fonctions exercées.
- L'Autorité Contractante de mettre en place un système d'archivage électronique efficient pour la conservation et la gestion des documents relatifs aux marchés publics. L'utilisation d'une plateforme numérique centralisée permettrait de faciliter l'accès aux documents, d'améliorer la conservation des données et de renforcer la conformité aux normes réglementaires en vigueur.

### **Commentaire de l'autorité contractante :**

*Nous prenons acte.*

#### **5.1.2.2. Secrétariat Permanent de la PRMP (SP-PRMP)**

#### ***R012 à R013***

La mission a relevé un taux de non-conformité de **33 %** à l'issue de l'évaluation relative à la mise en place et à l'organisation du Secrétariat Permanent de la Personne Responsable des Marchés Publics (SP-PRMP). En application des dispositions de l'article 8 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020, il a été constaté l'absence d'un acte formel instituant ledit Secrétariat Permanent, bien que des arrêtés individuels de nomination de ses membres aient été émis.

Les profils desdits membres se présentent comme suit :

- Un Chargé du Secrétariat de la PRMP a été désigné par l'Arrêté n°2021/078/MPMEPE/DC/SGM/DAF/PRMP/SA/008SGG21. Il est Secrétaire des Services Administratifs, de catégorie B, et titulaire d'un Master 2 en Marchés Publics et Partenariat Public-Privé obtenu en 2021. Son curriculum vitae atteste d'une expérience professionnelle de plus de dix années dans le domaine des marchés publics.
- Un Assistant en Passation des Marchés, Attaché du Commerce, a été nommé par l'Arrêté n°2021/079/MPMEPE/DC/SGM/DAF/PRMP/SA/009SGG21. **Toutefois, il n'était plus en fonction au moment de la mission et n'avait pas été remplacé.**

En dépit de l'absence d'un acte formel d'institution, l'organisation observée répond, par la qualité des profils nommés, aux exigences réglementaires en vigueur, notamment celles prévues à l'article 8 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020.

### **Recommandation**

Nous recommandons à l'Autorité Contractante de :

- Émettre sans délai un acte officiel instituant le Secrétariat Permanent de la PRMP (SP-PRMP), en stricte conformité avec les dispositions de **l'article 8 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020**.
- Procéder à la désignation officielle d'un Assistant en Passation des Marchés par le biais d'un acte administratif formellement approuvé, garantissant ainsi une organisation optimale et une efficacité accrue des missions du SP-PRMP.

### **Commentaire de l'autorité contractante :**

*Le secrétariat permanent de la PRMP est composé d'un chargé de secrétariat assisté d'un contrôleur des services financiers de catégorie B et d'un préposé des services administratifs de la catégorie D.*

**Constat maintenu** : se conformer aux dispositions en vigueur.

#### 5.1.2.3. Commission d'Ouverture et d'Evaluation des offres (COE)

##### ***R014 à R016***

L'évaluation menée par la mission a révélé un **taux de conformité de 100%** en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'Ouverture et d'Évaluation (COE) de l'Autorité Contractante au cours de la période sous revue.

À l'issue des contrôles effectués, il a été constaté que la composition ainsi que les profils des membres de cette commission sont rigoureusement conformes aux exigences de **l'article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020**.

En outre, l'examen des documents consultés atteste d'une claire distinction des attributions entre les membres de la COE et ceux de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics (CCMP), en parfaite adéquation avec les dispositions de **l'article 10 du décret précité**.

#### 5.1.2.4. Cellule de Contrôle des Marchés Publics (CCMP)

##### ***R017 à R025***

L'évaluation menée par la mission a mis en évidence un **taux de non-conformité de 6 %** concernant l'organisation et le fonctionnement de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics (CCMP) au cours de la période examinée. Cette situation résulte principalement de l'absence de preuves attestant d'un contrôle a posteriori, telles que l'élaboration d'un rapport avant la clôture de l'exercice N+1, pour les quatre (04) marchés passés par Demande de Cotation n'ayant pas fait l'objet d'un contrôle a priori, en contravention avec les dispositions de **l'article 12 du décret n°2020-599 du 23 décembre 2020**.

Toutefois, la mission a relevé plusieurs aspects positifs :

- La durée du mandat du Chef de la CCMP est conforme aux prescriptions **de l'article 5 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020**.
- Les rapports trimestriels d'activité ainsi que les preuves de leur transmission à l'autorité contractante sont disponibles, assurant ainsi le respect des exigences de **l'article 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020** pour la période sous revue.

### **Recommandation**

Nous recommandons à l'Autorité Contractante de :

- Instaurer un dispositif formalisé de suivi et de documentation du contrôle a posteriori, incluant un calendrier précis et des responsabilités clairement définies pour garantir la réalisation effective des examens des marchés concernés avant la clôture de l'exercice N+1, conformément aux exigences de **l'article 12 du décret n°2020-599 du 23 décembre 2020**.
- S'assurer de l'élaboration et de la transmission systématique des rapports de contrôle à posteriori aux instances compétentes, en particulier pour les marchés passés par Demande de Cotation n'ayant pas fait l'objet d'un contrôle a priori, afin de renforcer la traçabilité et la transparence des processus.

### **Commentaire de l'autorité contractante :**

*Nous prenons acte.*

## 5.2.CONSTATS SUR L'EXHAUSTIVITE DES MARCHES COMMUNIQUEES, L'UTILISATION DE METHODES PEU COMPETITIVES PENDANT LA PERIODE SOUS REVUE, LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DES AUDITS ANTERIEURS ET DES DECISIONS EVENTUELLES DE LA CRD

### 5.2.1. Contrôle de l'exhaustivité des marchés communiqués par l'autorité contractante

La mission a été limitée dans son évaluation de l'exhaustivité des marchés communiqués en raison de la non-remise de l'état des engagements au titre de l'exercice sous, documents essentiels pour une analyse complète et précise des transactions liées aux engagements contractés par l'Autorité Contractante.

**Conclusion :** Nous ne pouvons donc attester de l'exhaustivité des marchés communiqués par l'autorité contractante.

### 5.2.2. Commentaire sur l'utilisation de procédures peu ou non compétitives par l'autorité contractante pendant la période sous revue

La répartition par procédure des marchés publics passés par l'autorité contractante au titre de la période sous revue se présente comme suit :

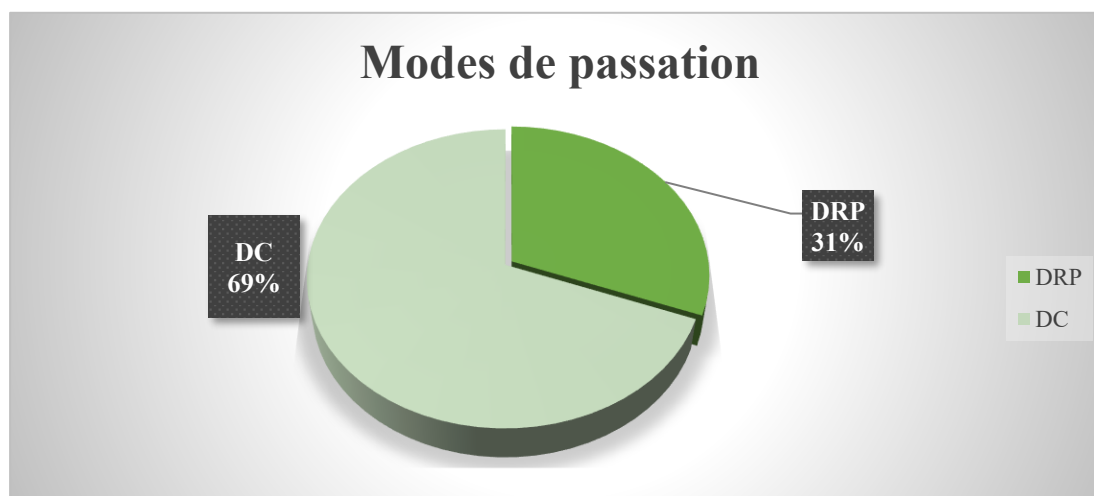
**Tableau :** Répartition des marchés passés sur la période par procédure (communiqués)

Procédures	Nombre	% Nombre
DRP	04	31%
DC	09	69%
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>100%</b>

Source : Nos travaux.

De façon graphique, cette répartition par procédure se présente comme suit :

**Titre :** Répartition des procédures de passation de marchés publics.



**Commentaire :** Il ressort au titre de l'exercice 2022 que l'Autorité Contractante a recouru uniquement aux procédures de passation des marchés peu compétitives (DRP : 69% ; DC : 31%).

### **5.2.3. Commentaire sur la mise en œuvre des recommandations des missions d'audit précédentes**

La mission a pris connaissance d'un rapport d'audit antérieur réalisé par l'Inspection Générale du Ministère (IGM) en 2023. Après examen dudit rapport, il ressort que les recommandations formulées pour le compte des exercices 2021 et 2022 sont exploitables dans le cadre de cette mission inhérente à l'exercice 2022 dont le point de mis en œuvre est récapitulé dans le tableau ci-dessous.

N°	RECOMMANDATIONS	Niveau de mise en œuvre	Taux d'exécution estimé par l'AC
01	Mettre en place un système de gestion numérique des archives.	En cours	20%
02	Faire régulariser la prise d'acte portant mise en place du Secrétariat Permanent de la PRMP (SP-PRMP).	En cours	40%
03	Disposer au niveau de la PRMP de preuves de paiement des marchés.	En cours	60%

**Source :** l'Autorité contractante

#### **Commentaire du cabinet :**

Prendre les dispositions nécessaires pour la mise en œuvre complète de toutes les recommandations.

### **5.2.4. Commentaire sur la mise en œuvre des décisions de la CRD pour les marchés ayant fait l'objet de recours portés devant l'ARMP**

La mission n'a constaté aucun marché ayant fait l'objet d'un recours devant l'ARMP pendant la période sous revue.

## **5.3.CONSTATS SUR LA PASSATION ET L'EXECUTION DES MARCHES SELECTIONNES**

### **5.3.1. Echantillonnage**

Sur la base des TDR de la mission, les résultats de l'échantillonnage des marchés à auditer se présentent comme suit :

Procédures	Nombre de marchés sélectionnés	Montant des marchés sélectionnés
DRP	02	86 959 671
DC	04	34 401 012
<b>Total sélectionné (a)</b>	<b>06</b>	<b>121 360 683</b>
<b>Total complété (Point 3.2.1.) (b)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total communiqué (c)</b>	<b>13</b>	<b>210 183 001</b>
<b>% (a+b)/c</b>	<b>46%</b>	<b>58%</b>

Nos contrôles concernant la passation et l'exécution des marchés ont porté sur un total de six (06) marchés, d'une valeur globale de **121 360 683 FCFA HT** parmi lesquels aucun n'a fait l'objet d'un recours auprès de la CRD.

Le détail des marchés communiqués et sélectionnés a été présenté en annexe 1 du présent rapport.

Les anomalies observées sur les différentes phases de préparation, de déroulement de la passation jusqu'à l'attribution et de l'exécution physique des marchés sélectionnés sont résumées dans les paragraphes suivants.

### **5.3.2. Appréciation de l'existence effective des documents attendus par marché sélectionné**

#### **Observations**

Le démarrage des travaux auprès de l'autorité contractante a été marqué par la collecte de divers documents relatifs à la procédure de passation et d'exécution des marchés publics sélectionnés à la suite d'une liste de pièces communiquée. Cette collecte se traduit par un taux moyen d'incomplétude de **6%** dont les résultats détaillés sont présentés en annexe 2. Ce taux s'explique de façon résumée par l'inexistence ou l'indisponibilité des documents ci-après :

Pièces attendues par marché		Nombre de pièces reçues						Total	% de pièces manquantes
		1	2	3	4	5	6		
Pièces dont l'absence entraîne une non-conformité du marché (cf. annexe 2)	Total des pièces obtenues par marché (a)	16	19	17	21	17	17	107	<b>0%</b>
	Total des pièces attendues par marché (b)	16	19	17	21	17	17	107	
	Nombre total de pièces dont l'absence entraîne la non-conformité (c=b-a)	0	0	0	0	0	0	0	
Pièces dont l'absence est sans incidence sur la conformité du marché (cf. annexe 2)	Total des pièces obtenues par marché (d)	8	11	9	11	10	10	59	<b>12%</b>
	Total des pièces attendues par marché (e)	9	14	10	12	11	11	67	
	Nombre total de pièces dont l'absence est sans incidence sur la conformité du marché (f=e-d)	1	3	1	1	1	1	8	
<b>Taux moyen d'incomplétude des dossiers de marchés communiqués</b>									<b>6%</b>

L'analyse de ce tableau révèle qu'aucun marché ne peut être qualifié de non conforme, dans la mesure où l'ensemble des pièces obligatoires a été dûment communiqué.

### **5.3.3. Conclusion sur l'« auditabilité » des marchés sélectionnés**

Au regard des pièces communiquées par marché, la mission n'a pas relevé de marchés « non auditables » au niveau de l'autorité contractante. Le détail des pièces obligatoires justifiant l'inexistence de marchés non auditable se décline dans le tableau suivant :



N° d'ordre dans le Tab d'incomplétude	Liste des pièces dont l'absence à hauteur des <b>50% (soit plus de 5)</b> entraîne la non auditableté du marché	Non-Auditabilité en cas d'absence	Marché N°1 (AGBARA OLU Sarl)	Marché N°2 (PROMPTEL GROUP Sarl)	Marché N°3 (Etablissement TECHNO FROID PLUS NG)	Marché N°4 (ATALYS Sarl)	Marché N°5 (LADDER GROUP Sarl)	Marché N°6 (EXPLOITS WEB Sarl)
1	Dossier d'appel à concurrence (DAC) et éventuellement ses additifs / Cahier de charges pour les ED sans mise en concurrence ( <b>Article 46 la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> ))	NA	1	1	1	1	1	1
2	ANO sur le DAC par la CCMP/DNCMP (Bon à lancer) ou du bailleur en cas de financement extérieur ( <b>Article 14 et 15 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020 ; articles 4 et 5 du décret 2020-600 du 23 décembre 2023</b> )	NA	N/A	1	N/A	1	N/A	N/A
6	Liste d'émargement des déposants des offres dans le registre spécial ( <b>Article 69 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NA	1	1	1	1	1	1
7	Offres ou propositions des soumissionnaires y compris pour les ED ( <b>Article 65 et 66 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NA	1	1	1	1	1	1
8	PV d'ouverture des offres ( <b>Article 70 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> ))	NA	1	1	1	1	1	1
9	Note de service de désignation des membres des commissions ad 'hoc d'ouvertures et d'évaluation des offres ( <b>Article 10 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020</b> )	NA	N/A	1	N/A	1	N/A	N/A
15	Rapport d'analyse des offres établi dès l'ouverture des plis par la Commission d'Ouverture et d'Evaluation ( <b>Article 72 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NA	1	1	N/A	1	N/A	N/A
18	PV d'attribution provisoire ( <b>Article 78 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NA	1	1	1	1	1	1
19	Preuve de la publication du PV d'attribution provisoire ( <b>Article 78 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NA	1	1	1	1	1	1

N° d'ordre dans le Tab d'incomplétude	Liste des pièces dont l'absence à hauteur des <u>50% (soit plus de 5)</u> entraîne la non auditabilité du marché	Non-Auditabilité en cas d'absence	Marché N°1 (AGBARA OLU Sarl)	Marché N°2 (PROMPTEL GROUP Sarl)	Marché N°3 (Etablissement TECHNO FROID PLUS NG)	Marché N°4 (ATALYS Sarl)	Marché N°5 (LADDER GROUP Sarl)	Marché N°6 (EXPLOITS WEB Sarl)
24	Marché signé, approuvé et enregistré (Article 85 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NA	1	1	1	1	1	1
	Total des pièces obtenues (A)		8	10	7	10	7	7
	Total des pièces attendues (B)		8	10	7	10	7	7
	Taux d'incomplétude lié à l'auditabilité du marché (1-A/B)		0	0	0	0	0	0
	Postulat défini		50%	50%	50%	50%	50%	50%
	Conclusion sur l'auditabilité du marché		OK	OK	OK	OK	OK	OK

*(0 = absence de la pièce / 1= présence de la pièce ; Ok=Marché auditable, KO=Marché non auditable)*

### **Commentaire :**

Pour rappel, il a été stipulé dans nos postulats relatifs à la formulation de notre opinion sur la conformité des marchés qu'un marché est jugé non auditable si au moins **50 %** des pièces obligatoires mentionnées sont manquantes dans les dossiers transmis. Selon le tableau ci-dessus, tous les marchés présentent un taux d'absence de pièces obligatoires de **0 %**, ce qui signifie que les six (06) marchés sélectionnés sont tous considérés comme auditables.

#### **5.3.4. Appréciation de la procédure de passation et d'exécution des marchés auditables**

Pour rappel, le nombre de marchés auditables est de six (06).

**Les principales insuffisances relevées suivant ces deux rubriques sur chacune des phases liées à la passation et à l'exécution des marchés sont détaillées dans les paragraphes ci-après.**

##### **5.3.4.1. Phase de préparation du marché**

#### **RC01 à RC03**

##### **▪ Non-conformités d'ordre général relevées sur la majorité des marchés :**

La mission n'a relevé aucune insuffisance d'ordre général entraînant la non-conformité des marchés passés.

##### **▪ Non-conformités spécifiques relevées sur certains marchés**

La mission n'a relevé aucune insuffisance d'ordre spécifique entraînant la non-conformité des marchés passés.

##### **5.3.4.2. Phase du déroulement de la procédure de passation**

##### **a. Vérification du respect des conditions spécifiques liées à l'AOR s'il y a lieu**

**L'échantillon des marchés sous revue ne comporte aucun marché passé par la procédure d'appel d'offres restreint.**

#### **RC04 à RC06**

**Non applicable**

##### **b. Vérification du respect des conditions spécifiques liées à l'ED (Entente Directe) s'il y a lieu**

L'échantillon des marchés sous revue ne comporte aucun marché passé par la procédure d'entente directe.

#### **RC07 à RC09**

**Non applicable.**

*c. Vérification du respect des conditions spécifiques liées à la DRP s'il y a lieu*

**RC10 à RC13**

La revue de l'ensemble des marchés passés par la procédure de Demande de Renseignement de Prix (DRP) n'a relevé aucune insuffisance sur cette rubrique au regard des pièces mises à la disposition de la mission. En effet, les éléments suivants ont été conformes aux exigences :

- Le montant HT du marché respecte les conditions relatives aux seuils de passation des marchés publics prévues pour ce mode de passation en référence aux dispositions de **l'article 3 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020** ;
- Le nombre minimum de plis soumis était supérieur à trois pour le premier avis d'appel à concurrence, et le respect des délais de publication a été observé en référence aux dispositions de **l'article 15 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020** ;
- Les marchés n'ont pas été fractionnés au regard des documents examinés en référence aux dispositions de **l'article 24 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020**.
- Les conditions des marchés passés sont conformes au référentiel national des prix de l'exercice 2021 ;
- Aucune négociation sur le prix proposé par le soumissionnaire dans son offre n'a été observée conformément aux dispositions de **l'article 38 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020**.
- Etc.

*d. Vérification du respect des conditions spécifiques liées à la DC s'il y a lieu*

**RC14 à RC15**

La revue de l'ensemble des marchés passés par la procédure de demande de cotation (DC) n'a relevé aucune insuffisance sur cette rubrique au regard des pièces mises à la disposition de la mission. En effet, les éléments suivants ont été conformes aux exigences :

- Le montant HT du marché respecte les conditions relatives aux seuils de passation des marchés publics prévues pour ce mode de passation en référence aux dispositions de **l'article 3 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020**.
- Le nombre minimum de plis soumis était supérieur à trois pour le premier avis d'appel à concurrence, et le respect des délais de publication a été observé en référence aux dispositions de **l'article 15 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020**.
- Les marchés n'ont pas été fractionnés au regard des documents examinés en référence aux dispositions de **l'article 24 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020**.
- Les conditions des marchés passés sont conformes au référentiel national des prix de l'exercice 2021.
- Etc.

*e. Dossier d'appel à concurrence*

**Tous les six marchés dont quatre (04) marchés relevant de la procédure par DC et deux (02) marchés de la procédure par DRP examinés sont concernés par cette étape.**

**RC16 à RC26**

▪ **Non-conformités d'ordre général relevées sur la majorité des marchés :**

La mission n'a relevé aucune insuffisance d'ordre général entraînant la non-conformité des marchés passés. En effet, les éléments suivants ont été conformes aux dispositions réglementaires :

- Prise en compte des avis/recommandations formulées par la DCMP ou le bailleur sur le dossier d'appel à concurrence conformément aux dispositions de **l'article 20 du décret 2020-598 du 23 décembre 2020 et article 2 du décret 2020-597 du 23 décembre 2020** ;
- Absence de conflits d'intérêts relatifs aux soumissionnaires tel que défini par **l'article 61 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020** ;
- Exactitude pour le titulaire du marché des mentions relatives aux capacités techniques et financières ou aux pièces demandées dans le DAC (production de fausses pièces, fausses mentions contenues dans l'offre, chèque sans provision à titre de garantie de soumission, etc.) conformément aux dispositions de **l'article 64 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020**.
- Etc.

▪ **Non-conformités spécifiques relevées sur certains marchés**

La mission n'a relevé aucune insuffisance spécifique concernant les dossiers d'appel à concurrence liés aux six (06) marchés.

*f. Publicité des avis d'appel d'offres ouvert et avis de préqualification*

*Les marchés de DRP examinés sont concernés par cette étape.*

*RC27 à RC27 bis*

Les marchés passés par la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) respectent les exigences prévues par **l'article 53 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020**. De plus, tous les avis d'appel à concurrence examinés mentionnent clairement la date et l'heure limites de dépôt des plis, conformément aux dispositions de l'article 54 de la loi suscitée.

*g. Présentation des offres*

*Tous les six marchés dont quatre (04) marchés relevant de la procédure par DC et deux (02) marchés de la procédure par DRP examinés sont concernés par cette étape.*

*RC28 à RC31*

La mission n'a relevé aucune insuffisance sur cette rubrique au regard des pièces mises à sa disposition. En effet, les éléments suivants ont été conformes aux textes en vigueur :

- La garantie d'offre requise a été dûment communiquée par les soumissionnaires (hors Prestations Intellectuelles) et la garantie d'offre de l'attributaire a été délivrée par une institution bancaire ou un organisme financier habilité, conformément à **l'article 68 de la loi n° 2020-26 du 29 septembre 2020** ;
- La soumission de l'attributaire a été signée par le représentant légal dûment habilité, et le cas échéant, la procuration délivrée par ce dernier a été fournie, en conformité avec les dispositions de **l'article 66 de la loi n° 2020-26 du 29 septembre 2020** ;
- L'acte d'engagement a été dûment signé par le représentant légal de l'attributaire, conformément aux dispositions de **l'article 11 du décret n° 2020-601 du 23 décembre 2020** ;

- Aucune offre des soumissionnaires concurrents n'a été jugée similaire et la mission n'a pas relevé de soupçons de collusion ou de concurrence déloyale, conformément aux dispositions de **l'article 122 de la loi n° 2020-26 du 29 septembre 2020 et celles de l'article 11, point c du décret n° 2020-601 du 23 décembre 2020** ;

#### *h. Réception des offres*

##### **RC32**

Aucune irrégularité n'a été constatée. Toutes les offres relatives à ces marchés ont été enregistrées dans l'ordre d'arrivée dans le registre spécial de l'ARMP conformément aux dispositions de l'article 69 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020.

De plus, le registre est clôturé à la date et heure limites de dépôt des offres pour l'ensemble des marchés.

#### *i. Ouverture des offres*

**Tous les marchés sont concernés par cette phase de la procédure et donc ont fait l'objet d'examen.**

##### **RC33 à RC36 bis**

Aucune irrégularité n'a été relevée ici sur les marchés sur cette rubrique au regard des pièces analysées. En effet, les éléments suivants ont été conformes aux textes en vigueur :

- Les séances d'ouverture des offres ont eu lieu aux lieux, jours, heures, indiqués dans les avis d'appels à concurrence et ont été présidées par la Personne Responsable des Marchés Publics agissant en qualité de président de la COE conformément aux dispositions **de l'article 70 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020**.
- Le modèle type du procès-verbal d'ouverture des offres préconisé par l'article premier du décret 2020-602, Décision n°2021-17 du 30 décembre 2021 de l'ARMP a été utilisé pour tous les marchés de l'exercice sous revue.
- Le procès-verbal d'ouverture des offres a été signé par tous les membres de la COE conformément aux dispositions de l'article 70 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020 et un membre de la CCMP (Article 2 alinéa 3 du décret n°2020 - 597 du 23 décembre 2020), a été régulièrement présent aux séances d'ouverture selon les listes de présence examinées.

#### *j. Evaluation des offres & Proposition d'attribution provisoire*

**Tous les marchés sont concernés par cette phase de la procédure et donc ont fait l'objet d'examen.**

##### **RC37 à RC41**

En conclusion, la revue de l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante n'a relevé aucune insuffisance sur cette rubrique au regard des pièces mises à la disposition de la mission. En effet, les éléments suivants ont été conformes aux textes en vigueur :

- Sélection des offres suivant les critères prévus au préalable dans le dossier d'appel à concurrence (article 72 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020) ;

- Rapports d'évaluation signés par tous les membres de la COE (article 72 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020) ;
- Bonne utilisation du modèle type de PV d'attribution provisoire (art 78 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020, art premier du décret 2020-602, Décision n°2021-17 du 30 décembre 2021 de l'ARMP) ;
- Validation des différents PV d'attribution provisoire par la CCMP ou la DNCMP selon le seuil (article 78 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020) ;
- Respect du quorum (3/5 des membres au moins) pour la délibération de la COE (article 11 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020).

#### **k. Notification de l'attribution du marché**

***Tous les marchés examinés sont concernés par cette étape de la procédure.***

##### **RC42 à RC42 bis**

La mission n'a relevé aucune anomalie au regard des documents soumis à notre appréciation. En effet, la mission a constaté que :

- Les différents PV d'attribution provisoire ont été signés par la PRMP conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020 ;
- Une concordance entre les différentes pièces liées à la notification d'attribution du marché (PV d'ouverture, PV d'évaluation, PV d'attribution)
- Etc.

#### **l. Contrat de marché, Signature, Approbation, enregistrement du marché et notification du marché au titulaire du marché**

***Tous les marchés examinés sont concernés par cette étape de la procédure.***

##### **RC43 à RC50**

La revue des marchés audités par la mission n'a révélé aucune irrégularité dans cette rubrique, au regard des pièces mises à disposition. En effet, les éléments suivants se sont avérés conformes aux dispositions en vigueur :

- Présence de toutes les pièces constitutives des marchés examinés (Article 83 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020) ;
- Utilisation du modèle de contrat prévu dans le dossier type d'appel à concurrence (article 26 du décret 2022-080) ;
- Conformité entre les marchés signés et les prestations prévues dans le Dossier d'Appel à la Concurrence (DAC), sans écarts majeurs, tant sur le plan technique que financier, entre le contrat signé, l'offre retenue et les dispositions du dossier (article 83 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020) ;
- Signature des marchés par une autorité compétente (Article 84 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020/Article 10 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020) ;
- Signature des marchés par l'attributaire du marché approprié ou le représentant habilité de l'attributaire du marché s'il y a lieu (Article 84 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020) ;

- Approbation des marchés par une autorité compétente (Article 24 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020) ;
- Enregistrement des marchés auprès du service des impôts avant le début de son exécution (article 86 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020) ;
- Notification des marchés effectuée avant la date de son enregistrement auprès des services fiscaux (article 87 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020) ;
- Etc.

#### 5.3.4.3. Phase de l'exécution du marché (post-attribution : réception et règlement)

##### a. Réception et règlement du marché

*Tous les marchés examinés sont concernés par cette étape de la procédure.*

#### *RC51 à RC62*

##### ▪ **Insuffisances d'ordre général « entraînant la non-conformité des marchés » :**

La mission n'a relevé aucune insuffisance d'ordre général entraînant une non-conformité des marchés passés. En effet, les éléments suivants se sont avérés conformes aux dispositions en vigueur :

- Règlements des marchés effectués par transfert bancaire, conformément aux dispositions de l'article 110 de la loi n° 2020-26 du 29 septembre 2020 ;
- Le taux de l'avance de démarrage payée aux titulaires du marché est conforme aux dispositions prévues par l'article 111 de la loi n° 2020-26 du 29 septembre 2020, et ne dépasse pas celui autorisé par le Code ;
- Les avances de démarrage ont été correctement garanties à hauteur du montant exigé, conformément à l'article 111 de la loi n° 2020-26 du 29 septembre 2020 ;
- Le montant total des acomptes, déduction faite des avances, ne dépasse pas la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent, conformément à l'article 112 de la loi n° 2020-26 du 29 septembre 2020 ;
- Les pénalités de retard ont été appliquées de manière appropriée en cas de dépassement des délais contractuels fixés par le marché et non imputables à l'autorité contractante, conformément à l'article 111 de la loi n° 2020-26 du 29 septembre 2020.

##### ▪ **Insuffisances d'ordre spécifique relevées sur les marchés « entraînant la non-conformité des marchés » :**

Aucune irrégularité d'ordre spécifique n'a été notée sur les six marchés analysés.

##### b. Vérification du respect des conditions spécifiques de recours à l'avenant au marché initial s'il y a lieu

#### *RC63 à RC64*

Aucun recours à l'avenant n'a été effectué donc non applicable.



#### 5.3.4.4. Commentaire sur les délais de passation des marchés sélectionnés au titre de la période sous revue

Nos contrôles ont porté sur vingt (20) principaux délais que nous avons identifiés. Les observations issues de nos contrôles sont libellées comme suit

N°	Liste des délais réglementaires	Degré de gravité	DC				DRP		Nombre de délais observés [hors N/A] (a)	Nombre de limitations pour défaut de pièces appropriées (b)	Nombre de délais non respectés observés (c)	% de délais non respectés (c/[a-b])
			1	2	3	4	5	6				
1	Délai pris par la CCMP/DNCMP pour donner son avis sur le DAC (article 4 et 5 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	1	0	2	0	1	50%
2	Délai de production d'informations complémentaires pour l'appréciation de la capacité financière d'un soumissionnaire (article 59 du décret 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0	0%
3	Délai de publication de l'avis d'appel à concurrence (article 53 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 pour AOO/ article 13 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020)	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	2	0	0	0%
4	Délai de réception des offres par la PRMP (article 54 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 pour AOO et AOR) / (article 15 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020)	NCF	0	0	0	0	0	0	6	0	0	0%
5	Délai pour le dépôt des offres en cas de relance si nombre d'offres reçues inférieur à 3 (consultations restreintes : AOR, préqualification) (article 70 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020) / (article 15 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020 pour les DRP et DC)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0	0%
6	Délai prescrit pour le déroulement de l'évaluation des offres par la Commission d'Ouverture et d'Évaluation (article 11 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020) / (article 15 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020 pour les DRP et DC)	INSF	0	0	0	0	0	0	6	0	0	0%
7	Délai pris par la CCMP/DNCMP pour donner son avis sur les rapports d'analyse des offres (articles 4 et 5 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	2	0	0	0%
8	Délai entre la publication du PV d'attribution provisoire et la signature du marché (article 79 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020) / (article 20 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020 pour les DRP et DC)	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	2	0	0	0%
9	Délai pris par l'organe de contrôle compétent pour donner son avis sur le projet de marché pour Approbation (article 4 point 6 et art 5 point 4 du décret 2020-600)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	2	0	0	0%
10	Délai entre la réception du projet de marché validé par l'organe de contrôle compétent et la signature du contrat par le titulaire du marché (article 3 point 10 décret 2020-600 du 23 décembre 2020)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	2	0	0	0%
11	Délai de signature du marché par la PRMP (article 3 point 11 décret 2020-600 du 23 décembre 2020)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	2	0	0	0%

N°	Liste des délais réglementaires	Degré de gravité	DC				DRP		Nombre de délais observés [hors N/A] (a)	Nombre de limitations pour défaut de pièces appropriées (b)	Nombre de délais non respectés observés (c)	% de délais non respectés (c/[a-b])
			1	2	3	4	5	6				
12	Délai d'approbation du marché (article 6 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	2	0	0	0%
13	Délai pour la notification de l'attribution du marché au soumissionnaire retenu (article 3 point 12 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020)	INSF	0	0	0	0	0	0	6	0	0	0%
14	Délai entre la publication de l'avis d'attribution définitive et l'entrée en vigueur du contrat	INSF	0	1	0	0	0	1	6	0	2	33,33%
15	Délai de validité de l'offre (sauf les cas de prorogation)	INSF	0		0	0	0	0	6	0	0	0%
16	Délai contractuel d'exécution du marché	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	N/A	1	0	0	0%
17	Délai pour la constitution de la garantie de bonne exécution (article 91 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	N/A	1	0	0	0%
18	Délai de libération de la garantie de bonne exécution à l'expiration du délai de garantie ou en l'absence de délai de garantie immédiatement suivant la réception des travaux, fournitures et services (articles 91 et 95 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	N/A	1	0	0	0%
19	Délai de restitution de la garantie (articles 91 et 95 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	N/A	1	0	0	0%
20	Délai de règlement du marché par l'autorité contractante à compter de la date de réception de la facture (article 110 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	L	L	L	L	L	L	6	6	0	0%
Total									56	6	3	5%
Pourcentage de délais non vérifiés pour non communication des informations (b/a)										11%		

NCF : Délai dont le respect entraîne la non-conformité du marché / INSF : Délai dont le non-respect est sans incidence sur la conformité du marché

L= Limitations ; N/A = Non applicable

## Commentaire

Le tableau synoptique d'appréciation des délais de passation et d'exécution des marchés ci-dessus révèle les constats suivants (cf. Détails en annexe 3)

- **11%** de délais n'ont pu être appréciés pour défaut de pièces appropriées pour la mise en œuvre des diligences
- Taux moyen de non-respect des délais de **5%** de délais justifié essentiellement par ces taux non respectés :
  - o Délai pris par la CCMP/DNCMP pour donner son avis sur le DAC (article 4 et 5 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020) (**50%**).
  - o Délai entre la publication de l'avis d'attribution définitive et l'entrée en vigueur du contrat (**33,33%**).

Quant aux délais ci-après dont le non-respect entraîne la non-conformité du marché, les résultats ci-après ont été observés :

N°	Délais règlementaires dont le non-respect entraîne la non-conformité du marché	Liste des marchés concernés
3	Délai de publication de l'avis d'appel à concurrence (article 53 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 pour AOO article 13 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020)	RAS
4	Délai de réception des offres par la PRMP (article 54 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 pour AOO et AOR) / (article 15 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020)	RAS
8	Délai entre la publication du PV d'attribution provisoire et la signature du marché (article 79 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020) / (article 20 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020 pour les DRP et DC)	RAS

**Recommandations :**

- Mettre en place à l'avenir toute la documentation appropriée (y compris un registre pour la transcription datée de toutes opérations liées à la passation et à l'exécution des marchés) pour le contrôle du respect des délais prévus par la réglementation en vigueur
- Identifier toutes les causes inhérentes au non-respect des délais et proposer des actions correctives appropriées.

**Commentaire du l'autorité contractante :**

*Nous prenons acte.*

### 5.3.5. Conclusions sur la conformité des marchés

A l'issue des vérifications, les résultats obtenus sur la conformité des marchés se résument comme suit :

N° d'ordre	Mode de passation	Objet du marché	Type de marché	Montant (en FCFA)	Attributaire	Conforme (Oui/non)	Nullité (Oui/non)	Motifs de non-conformité si marché non conforme/Motifs de nullité si marché nul et de nul effet		
								Pour non-respect de certains délais (Cf. tab n°2 du point 5.3.4.4)	Pour défaut de certaines pièces obligatoires (point 5.3.2)	Pour certaines irrégularités relevées dans les procédures
1	DC	Acquisition de matériels et équipements de bureau au profit du MPMEPE	F	9 296 040	AGBARA OLU Sarl	Oui	Non			
2	DRP	Acquisition et installation de matériels informatiques au profit du MPMEPE	F	65 762 580	PROMPTEL GROUP Sarl	Oui	Non			
3	DC	Entretien et réparation des climatiseurs du MPMEPE	S	9 599 772	Etablissement TECHNO FROID PLUS NG	Oui	Non			
4	DRP	Entretien et nettoyage des locaux abritant le Cabinet et les directions techniques (sites annexes) du MPMEPE	S	21 197 091	ATALYS Sarl	Non	Non	Délai entre la publication de l'avis d'attribution définitive et l'entrée en vigueur du contrat		
5	DC	Elaboration de la stratégie genre du MPMEPE	PI	7 740 800	LADDER GROUP Sarl	Oui	Non			
6	ED	Elaboration du dispositif de calcul de la liste minimale des indicateurs du marché de l'emploi et de la formation professionnelle de l'UEMOA	PI	7 764 400	Etablissement EXPLOITS WEB	Oui	Non			

En définitive, sur les six (06) marchés audités, **la mission n'a relevé aucun marché non conforme ni aucun marché déclaré nul et sans effet**, ce qui se traduit par un taux de non-conformité nul (**0 %**) ainsi qu'un taux de marchés nuls également nul (**0 %**) au sein de l'échantillon analysé

## VI. ANNEXES

- *Listes des marchés communiqués et sélectionnés respectivement pour l'audit de conformité des procédures de passation et d'exécution des (annexe 1)*
- *Tableau statistique sur les pièces demandées par la mission et celles communiquées par l'autorité contractante\_ Tableau d'incomplétude (annexe 2)*
- *Tableaux de notation des anomalies (annexe 3)*
  - *Sur les organes*
  - *Sur les procédures de passation et d'exécution des marchés*
- *Liste de présence de la séance de restitution (annexe 4)*
- *Liste des non-conformités par rapport aux dispositions du CMP en vigueur (annexe 5)*
- *Liste des pièces dont l'absence entraîne la non-conformité du marché (annexe 6)*
- *Tableau récapitulatif des recommandations (annexe 7)*

**Annexe 1 : Listes des marchés communiqués et sélectionnés respectivement pour  
l’audit de conformité et le contrôle de la matérialité physique**

N° d'ordre	Référence SIGMAP du marché	Libellé des marchés	Type de procédure des de passation des marchés	Nature du marché	Autorité contractante	Financement	Montant des marchés	Nom de l'attributaire	Nationalité de l'attributaire	Date de lancement du DAC ou d'ANO	Date d'approbation du marché	Date de notification du marché	Taux d'exécution au 31/12/2022	Niveau d'exécution actuel du marché
01	F_DPAF_61721	Acquisition de matériels et équipements de bureau au profit du MPMEPE	DC	F	MPMEPE	Budget National	9 296 040	Limitée AGBARA OLU Sarl	Béninoise	06-sept-22	10-nov-22	10-nov-22	100%	Entièrement exécuté
02	F_DPAF_61720	Acquisition et installation de matériels informatique au profit du MPMEPE	DRP	F	MPMEPE	Budget National	65 762 580	PROMPTEL GROUP Sarl	Béninoise	03-oct-22	11-nov-22	11-nov-22	100%	Entièrement exécuté
03	S_DPAF_61715	Entretien et réparation des climatiseurs du MPMEPE	DC	S	MPMEPE	Budget National	9 599 772	Etablissement TECHNO FROID PLUS NG	Béninoise	23-mai-22	14-juil-22	14-juil-22	100%	Entièrement exécuté
04	S_DPAF_61714	Entretien et nettoyage des locaux abritant le Cabinet et les directions techniques (sites annexes) du MPMEPE	DRP	S	MPMEPE	Budget National	21 197 091	ATALYS Sarl	Béninoise	14-avr-22	10-juin-22	12-juin-22	100%	Entièrement exécuté
05	PI_DPAF_61739	Elaboration de la stratégie genre du MPMEPE	DC	PI	MPMEPE	Budget National	7 740 800	LADDER GROUP Sarl	Béninoise	06-oct-22	09-nov-22	09-nov-22	100%	Entièrement exécuté
06	PI_DPAF_61735	Elaboration du dispositif de calcul de la liste minimale des indicateurs du marché de l'emploi et de la formation professionnelle de l'UEMOA	DC	PI	MPMEPE	Budget National	7 764 400	Etablissement EXPLOITS WEB	Béninoise	30-oct-22	22-nov-22	22-nov-22	100%	Entièrement exécuté
<b>Montant Total</b>							<b>121 360 683</b>							

N° d'ordre	Référence SIGMAP du marché	Libellé des marchés	Type de procédure des de passation des marchés	Nature du marché	AC	Financement	Montant des marchés	Nom de l'attributaire	Nationalité de l'attributaire	Date de lancement du DAC ou d'ANO	Date d'approbation du marché	Date de notification du marché	Taux d'exécution au 31/12/2022	Niveau d'exécution actuel du marché
1	F_DPAF_61711	Acquisition de fournitures de bureau, produits d'entretien et consommables informatiques au profit des unités administratives du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (Cabinet, SGM, IGM, PRMP, CCMP, DPAF, DSI, DPE, DA, DPPME)	DRP	F	MPMEPE	Budget National	36 489 318	Société à Responsabilité Limitée MAICKA SERVICES	Béninoise	30-mai-22	14-juil-22	14-juil-22	100%	Entièrement exécuté
2	F_DPAF_61721	Acquisition de matériels et équipements de bureau au profit du MPMEPE	DC	F	MPMEPE	Budget National	9 296 040	Société à Responsabilité Limitée AGBARA OLU	Béninoise	06-sept-22	10-nov-22	10-nov-22	100%	Entièrement exécuté
3	F_DPAF_61720	Acquisition et installation de matériels informatique au profit du MPMEPE	DRP	F	MPMEPE	Budget National	65 762 580	Société à Responsabilité Limitée PROMPTEL GROUP	Béninoise	03-oct-22	11-nov-22	11-nov-22	100%	Entièrement exécuté
4	F_DPAF_61717	Impression de l'annuaire statistique 2020, des documents budgétaires, de papiers en-tête, de bulletins de note, des enveloppes et de 150 chemises dossier individuel	DC	F	MPMEPE	Budget National	3 584 250	Etablissement GIRAMAG COSMOS	Béninoise	11-nov-22	06-déc-22	06-déc-22	100%	Entièrement exécuté
5	S_DPAF_61715	Entretien et réparation des climatiseurs du MPMEPE	DC	S	MPMEPE	Budget National	9 599 772	Etablissement TECHNO FROID PLUS NG	Béninoise	23-mai-22	14-juil-22	14-juil-22	100%	Entièrement exécuté
6	S_DPAF_61723	Aménagement et entretien d'espace vert paysager à la devanture du Cabinet du MPMEPE (Jardin)	DRP	S	MPMEPE	Budget National	14 562 380	Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée GROUPE WALLEN	Béninoise	11-oct-22	18-nov-22	18-nov-22	100%	Entièrement exécuté
7	S_DPAF_61714	Entretien et nettoyage des locaux abritant le Cabinet et les directions techniques (sites annexes) du MPMEPE	DRP	S	MPMEPE	Budget National	21 197 091	Société à Responsabilité Limitée ATALYS	Béninoise	14-avr-22	10-juin-22	12-juin-22	100%	Entièrement exécuté
8	S_DPAF_61718	Entretien et réparation des imprimantes, des copieurs et du parc informatique du MPMEPE	DC	S	MPMEPE	Budget National	5 833 920	Etablissement COMPTTECH	Béninoise	10-mai-22	29-juin-22	29-juin-22	100%	Entièrement exécuté
9	PI_DPPME_61749	Communication sur les activités de l'ADF	DC	PI	MPMEPE	Budget National	11 401 160	Société à Responsabilité Limitée STRENA	Béninoise	20-oct-22	24-nov-22	24-nov-22	100%	Entièrement exécuté



10	PI_DPAF_61739	Elaboration de la stratégie genre du MPMEPE	DC	PI	MPMEPE	Budget National	7 740 800	Société à Responsabilité Limitée LADDER GROUP	Béninoise	06-oct-22	09-nov-22	09-nov-22	100%	Entièrement exécuté
11	PI_DPAF_61735	Elaboration du dispositif de calcul de la liste minimale des indicateurs du marché de l'emploi et de la formation professionnelle de l'UEMOA	DC	PI	MPMEPE	Budget National	7 764 400	Etablissement EXPLOITS WEB	Béninoise	30-oct-22	22-nov-22	22-nov-22	100%	Entièrement exécuté
12	PI_DPAF_61737	Elaboration du manuel de suivi évaluation du ministère	DC	PI	MPMEPE	Budget National	9 062 400	Société à Responsabilité Limitée C & J NEGOCE	Béninoise	06-oct-22	09-nov-22	09-nov-22	100%	Entièrement exécuté
13	PI_SGM_61729	Renforcement des capacités managériale et organisationnelle des responsables et cadres du MPMEPE (Team building)	DC	PI	MPMEPE	Budget National	7 888 890	Société à Responsabilité Limitée MANE GERE ASSOCIES AFRIQUE	Béninoise	09-sept-22	14-oct-22	14-oct-22	100%	Entièrement exécuté
<b>TOTAL</b>							<b>210 183 001</b>							

**Annexe 2 : Tableau statistique sur les pièces demandées et communiquées \_ Tableau d'incomplétude**

N°	Pièces attendues par marché	Non-conformité (NCF) ou Insuffisance (INSF) en cas d'absence	Nombre de pièces reçues						Total obtenu (a)	Total attendu (b)	% d'incomplétude (1-a/b)
			Marché N°1 (AGBARA OLU Sarl)	Marché N°2 (PROMPTEL GROUP Sarl)	Marché N°3 (Etablissement TECHNO FROID PLUS NG)	Marché N°4 (ATALYS Sarl)	Marché N°5 (LADDER GROUP Sarl)	Marché N°6 (EXPLOITS WEB Sarl)			
	Pièces d'ordre général		DC	DRP	DC	DRP	DC	DC			
01	Plan de passation des marchés de l'exercice sous revue (Article 24 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF							1	1	0%
02	Preuve de validation par la CCMP du PPM initial et révisé s'il y a lieu (Article 24 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF							1	1	0%
02 bis	PPM obtenu du SIGMaP	NCF							1	1	0%
03	Avis général de passation des marchés au titre de l'exercice sous revue (Article 25 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF							1	1	0%
04	Preuve de publication de l'avis général de passation des marchés (Article 25 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF							1	1	0%
05	Registre spécial de dépôt des offres (Article 69 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF							1	1	0%
06	Acte de nomination des membres de la CCMP (art 3 décret n°2020-597 du 23 décembre 2020)	NCF							1	1	0%
07	Acte de nomination du Chef CCMP (art 4 et 5 décret n°2020-597 du 23 décembre 2020)	NCF							1	1	0%
08	Acte portant AOF de la CCMP (Décret N°2020-597 du 23 Décembre 2020) et Article 15 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020).	NCF							1	1	0%
09	Acte de nomination de la PRMP (Article 11 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF							1	1	0%
10	Acte portant AOF de la PRMP (Décret N°2020-596 du 23 Décembre 2020).	NCF							1	1	0%
11	Acte de nomination des membres du SP-PRMP (art 7 & art 8 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020).	NCF							1	1	0%
12	Acte portant AOF du SP-PRMP (art 8 du Décret N°2020-596 du 23 Décembre 2020).	NCF							0	1	100%
13	Les statistiques, les indicateurs de performance sur les marchés publics (Article 10 point 5 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF							1	4	75%

N°	Pièces attendues par marché	Non-conformité (NCF) ou Insuffisance (INSF) en cas d'absence	Nombre de pièces reçues						Total obtenu (a)	Total attendu (b)	% d'incomplétude (1-a/b)
			Marché N°1 (AGBARA OLU Sarl)	Marché N°2 (PROMPT L GROUP Sarl)	Marché N°3 (Etablissement TECHNO FROID PLUS NG)	Marché N°4 (ATALYS Sarl)	Marché N°5 (LADDER GROUP Sarl)	Marché N°6 (EXPLOITS WEB Sarl)			
14	Rapports sur la passation et l'exécution des marchés (Article 10 point 5 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF							4	4	0%
15	Preuve de transmission des rapports par la PRMP respectivement à l'ARMP et à l'autorité de contrôle (DNCMP/CCMP) (Article 10 point 5 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF							8	8	0%
16	Document d'enregistrement (Registre ou Cahier de transmission) des différentes phases de la passation des marchés, qu'elles soient administratives, techniques ou financières (Article 1 point 12 décret n°2020-596 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Personne responsable des marchés publics et de la Commission d'Ouverture et d'Evaluation)	INSF							1	1	0%
	<b>Sous-total 1</b>		0	0	0	0	0	0	26	30	13%
<b>Pièces spécifiques à chaque marché</b>											
01	Dossier d'appel à concurrence (DAC) et éventuellement ses additifs / Cahier de charges pour les ED sans mise en concurrence (Article 46 la loi 2020-26 du 29 septembre 2020))	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
02	ANO sur le DAC par la CCMP/DNCMP (Bon à lancer) ou du bailleur en cas de financement extérieur (Article 14 et 15 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020; articles 4 et 5 du décret 2020-600 du 23 décembre 2023)	NCF	N/A	1	N/A	1	N/A	N/A	2	2	0%
03	Avis d'appel à concurrence, son additif et/ou son avis de reports éventuels (Article 48 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
04	Preuves de publication de l'avis d'appel à concurrence, son additif et/ou son avis de reports éventuels (Article 53 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
05	Liste d'émargement des candidats ayant retiré le DAO (Décision n°2022-073 du 24 juin 2022 de la CRD de l'ARMP) à compter du 23 juin 2022	INSF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%

N°	Pièces attendues par marché	Non-conformité (NCF) ou Insuffisance (INSF) en cas d'absence	Nombre de pièces reçues						Total obtenu (a)	Total attendu (b)	% d'incomplétude (1-a/b)
			Marché N°1 (AGBARA OLU Sarl)	Marché N°2 (PROMPT L GROUP Sarl)	Marché N°3 (Etablissement TECHNO FROID PLUS NG)	Marché N°4 (ATALYS Sarl)	Marché N°5 (LADDER GROUP Sarl)	Marché N°6 (EXPLOITS WEB Sarl)			
06	Liste d'émargement des déposants des offres dans le registre spécial (Article 69 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020))	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
07	Offres ou propositions des soumissionnaires y compris pour les ED (Article 65 et 66 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
08	PV d'ouverture des offres (Article 70 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020))	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
08 bis	Liste de présence de la séance d'ouverture des offres	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
09	Note de service de désignation des membres des commissions ad hoc d'ouvertures et d'évaluation des offres (Article 10 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020)	NCF	N/A	1	N/A	1	N/A	N/A	2	2	0%
10	Preuve de publication des PV d'ouverture des offres (Article 70 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020))	INSF	N/A	1	N/A	1	N/A	N/A	2	2	0%
11	Déclaration de l'AC en cas d'infructuosité de l'appel d'offre si marché relancé (Article 71 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
12	Avis de l'organe de contrôle compétent avant la déclaration d'infructuosité par l'AC si marché relancé (Article 71 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
13	Preuve de publication de la déclaration d'infructuosité si marché relancé (Article 71 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
14	PV de délibération de la COE avec la liste de présence des membres présents à ladite séance (art 11 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020)	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
15	Rapport d'analyse des offres établi dès l'ouverture des plis par la Commission d'Ouverture et d'Evaluation (Article 72 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
16	Rapport d'évaluation sanctionnant les travaux de la COE (Article 72 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
17	ANO sur le rapport d'évaluation par la CCMP/DNCMP ou du bailleur en cas de financement extérieur (art 78 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	N/A	1	N/A	1	N/A	N/A	2	2	0%

N°	Pièces attendues par marché	Non-conformité (NCF) ou Insuffisance (INSF) en cas d'absence	Nombre de pièces reçues						Total obtenu (a)	Total attendu (b)	% d'incomplétude (1-a/b)
			Marché N°1 (AGBARA OLU Sarl)	Marché N°2 (PROMPT L GROUP Sarl)	Marché N°3 (Etablissement TECHNO FROID PLUS NG)	Marché N°4 (ATALYS Sarl)	Marché N°5 (LADDER GROUP Sarl)	Marché N°6 (EXPLOITS WEB Sarl)			
18	PV d'attribution provisoire (Article 78 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
19	Preuve de la publication du PV d'attribution provisoire (Article 78 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
20	Courrier de notification à l'attributaire provisoire ou d'invitation à la négociation pour les PI (Article 79 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
21	Courriers d'information aux soumissionnaires non retenus (Article 79 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
22	Avis d'attribution définitive (Article 87 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
23	Preuve de publication de l'avis d'attribution définitive (Article 87 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
24	Marché signé, approuvé et enregistré (Article 85 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
25	ANO sur le marché par la CCMP/DNCMP ou du bailleur en cas de financement extérieur (Article 85 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
26	Preuve de notification du marché signé au titulaire (Article 86 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
27	Bon de commande pour les marchés à commande et de clientèle (Article 104 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020))	NCF	N/A	N/A	N/A	1	N/A	N/A	1	1	0%
28	Eventuels avenants au contrat s'il y a lieu (Article 100 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
29	Acte de mise en place de la commission de réception (pré-réception technique, provisoire et définitive) des marchés (Article 89 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	N/A	1	N/A	1	N/A	N/A	2	2	0%
30	PV de pré-réception technique s'il y a lieu	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
31	PV de réception provisoire (Article 89 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
32	PV de réception définitive (Article 89 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
33	Attestations de service fait ou bordereaux de livraison	NCF	N/A	N/A	1	1	1	1	4	4	0%

N°	Pièces attendues par marché	Non-conformité (NCF) ou Insuffisance (INSF) en cas d'absence	Nombre de pièces reçues						Total obtenu (a)	Total attendu (b)	% d'incomplétude (1-a/b)
			Marché N°1 (AGBARA OLU Sarl)	Marché N°2 (PROMPT L GROUP Sarl)	Marché N°3 (Etablissement TECHNO FROID PLUS NG)	Marché N°4 (ATALYS Sarl)	Marché N°5 (LADDER GROUP Sarl)	Marché N°6 (EXPLOITS WEB Sarl)			
34	Rapports (livrables) validés pour les PI	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	1	1	2	2	0%
35	Rapports de validation des livrables pour les PI	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	1	1	2	2	0%
36	Demandes de paiement (avance, décomptes, attachements ou factures définitives) (Articles 110, 111 et 112 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
37	Preuves de paiement (remises de chèques, ordres de virements) (Articles 110, 111 et 112 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	0	0	0	0	0	0	0	6	100%
38	Caution de l'avance de démarrage (Article 111 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020))	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
39	Caution de bonne exécution prévue dans le Cahier de charges hors DC et PI (Article 91 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020))	INSF	N/A	0	N/A	N/A	N/A	N/A	0	1	100%
40	Preuve de remboursement de la caution de bonne exécution si réception définitive (Article 91 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	N/A	0	N/A	N/A	N/A	N/A	0	1	100%
Sous-total 2			22	27	23	28	25	25	151	159	5%
Pièces complémentaires relatives aux procédures exceptionnelles											
41	Rapport spécial validé par la commission de contrôle de l'autorité contractante pour les Ententes Directes (ED) (Article 35 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
42	Requête d'avis et l'avis de conformité/de rejet de la DNCMP (entente directe, appel d'offres restreint) (Articles 33, 34 et 35 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
43	Lettre de demande d'autorisation pour l'AOR, l'ED ou la DRP restreinte élaborée par l'AC (Article 33, 34 et 35 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
44	Autorisation de l'autorité compétente (entente directe, appel d'offres restreint, DRP restreinte) Article 33 et 35 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%

N°	Pièces attendues par marché	Non-conformité (NCF) ou Insuffisance (INSF) en cas d'absence	Nombre de pièces reçues						Total obtenu (a)	Total attendu (b)	% d'incomplétude (1-a/b)
			Marché N°1 (AGBARA OLU Sarl)	Marché N°2 (PROMPT L GROUP Sarl)	Marché N°3 (Etablissement TECHNO FROID PLUS NG)	Marché N°4 (ATALYS Sarl)	Marché N°5 (LADDER GROUP Sarl)	Marché N°6 (EXPLOITS WEB Sarl)			
45	Lettres d'invitation à soumissionner déchargées (avec Accusé de réception) pour les consultations restreintes (appel d'offres restreint, demandes de cotations) avec les décharges de fournisseurs consultés (articles 62 et 74 du décret 2022-80)	INSF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
46	Preuve de transmission du marché conclu par entente directe (ED) à l'ARMP pour information (art 35 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
47	Preuve de transmission à la DNCMP des marchés de gré à gré ou ED autorisé en Conseil des Ministres (art 35 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
48	Accusé de réception des fournisseurs consultés des lettres de consultation restreinte (appel d'offres restreint, demandes de cotations) (articles 62 et 74 du décret 2022-80)	INSF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
49	Lettre de notification d'attribution pour les procédures de demandes de cotations et de consultation de consultants (Article 19 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020)	INSF	1	1	1	1	1	1	6	6	0%
50	Preuve de libération de la garantie de l'offre des différentes soumissions rejetées (article 68 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
51	Demandes d'autorisation pour les avenants et les avis d'autorisations de la DNCCP ou du bailleur en cas de financement extérieur (Article 100 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
Sous-total 3			3	3	3	3	3	3	18	18	0%
Pièces complémentaires relatives à la matérialité physique des marchés de travaux et de fournitures											
52	Rapport d'étude de faisabilité couvrant les aspects techniques, financiers, environnementaux, sociétaux préalables à la réalisation des travaux	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
53	Dossier d'exécution validé par le service compétent (Service technique, Maître d'Ouvrage) pour les marchés de travaux	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
54	Plans de recollement pour les marchés de travaux	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
55	PV de réunion de chantier pour les marchés de travaux	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%



N°	Pièces attendues par marché	Non-conformité (NCF) ou Insuffisance (INSF) en cas d'absence	Nombre de pièces reçues						Total obtenu (a)	Total attendu (b)	% d'incomplétude (1-a/b)
			Marché N°1 (AGBARA OLU Sarl)	Marché N°2 (PROMPT L GROUP Sarl)	Marché N°3 (Etablissement TECHNO FROID PLUS NG)	Marché N°4 (ATALYS Sarl)	Marché N°5 (LADDER GROUP Sarl)	Marché N°6 (EXPLOITS WEB Sarl)			
56	Rapport de supervision et de contrôle du service technique ou du bureau de contrôle pour les marchés de travaux	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
57	Comptabilité matière (registre ou fiche de stock des matières montrant les sorties et les entrées de biens)	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
58	Guide de procédures sur la gestion de la comptabilité matière	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0%
	<b>Sous-total 4</b>		0	0	0	0	0	0	0	0	0%
	<b>Total</b>		25	30	26	31	28	28	194	207	6%

**Annexe 3 : Tableau de notation des anomalies**  
**3.1. Tableau de synthèse des anomalies-organes**

Rubriques	N° d'ordre Anomalies		Nombre d'anomalies observées	Nbre d'anomalies possibles	%
<b>Par rapport à la mise en place de la PRMP</b>					
PRMP	RO1	Absence d'un acte de nomination de la PRMP au titre de l'exercice sous revue	0	1	0%
	RO2	Qualité de la personne nommée non conforme	0	1	0%
	RO3	Qualité de la personne habileté à désigner non conforme	0	1	0%
	RO4	Durée du mandat de la PRMP non conforme	1	1	100%
	RO5	Conditions de fin de mandat de la PRMP précédente non conformes	N/A	1	N/A
	<b>Par rapport au fonctionnement et organisation de la PRMP</b>				
	RO6	Absence d'un registre matériel ou électronique de transcription des opérations de passation des marchés	1	1	100%
	RO7	Cumul du montant des marchés de gré à gré soumis à l'autorisation de la DNCMP au titre de l'année budgétaire supérieur à 10% du montant total des marchés passés par l'AC (Art 35 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	N/A	1	N/A
	RO8	Rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice sous revue inexistants (art 10 point 5 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020, art premier du décret 2020-596 du 23 décembre 2020)	0	4	0%
	RO9	Contenu des rapports disponibles trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés conclus non conformes	0	1	0%
	RO10	Preuve de transmission des rapports sur la passation et l'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice sous revue respectivement à l'ARMP et à l'autorité de contrôle (DNCMP/CCMP)	0	8	0%
	RO11	Non utilisation de méthode d'archivage moderne efficiente	1	1	100%
	<b>S.Total</b>		<b>3</b>	<b>21</b>	<b>14%</b>
	RO12	Absence d'un acte de mise en place du secrétariat permanent des marchés publics au titre de l'exercice sous revue	1	1	100%
	RO13	Profils de chacun des membres du secrétariat non conformes	0	2	0%
	<b>S.Total</b>		<b>2</b>	<b>3</b>	<b>33%</b>
<b>Par rapport à la mise en place de la COE</b>					
COE	RO14	Absence d'une note de service signée du représentant de l'AC désignant les membres de la COE (Commission ad hoc mise en place	0	1	0%

Rubriques	N° d'ordre Anomalies		Nombre d'anomalies observées	Nbre d'anomalies possibles	%
		dans le cadre de chaque procédure de passation)			
	RO15	Non-respect de la composition de la COE	0	1	0%
	RO16	Non séparation des fonctions entre les membres de la COE et ceux de la CCMP	0	1	0%
	<b>S.Total</b>		<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0%</b>
<b>Par rapport à la mise en place de la CCMP</b>					
CCMP	RO17	Absence de l'acte de création de la CCMP auprès de l'autorité contractante au titre de l'exercice sous revue	0	1	0%
	RO17 bis	Durée du mandat du Chef de la CCMP non conforme	0	1	0%
	RO18	Composition (3 membres) de la CCMP non conforme	0	1	0%
	RO19	Absence de l'acte de désignation d'un secrétaire	0	1	0%
	RO20	Désignation du Chef de la CCMP non conforme	0	1	0%
	RO21	Durée du mandat des membres de la CCMP non conforme	0	1	0%
	RO22	Conditions de fin de mandat des membres et le chef CCMP précédents non conformes	0	1	0%
	<b>Par rapport au fonctionnement</b>				
	RO23	Absence d'un rapport de contrôle à posteriori pour les marchés n'ayant pas fait l'objet de contrôle priori (les Demandes de Cotation)	1	1	100%
	RO24	Absence d'un rapport trimestriel d'activités à l'attention de l'autorité contractante	0	4	0%
	RO25	Contenu du rapport trimestriel d'activités non conforme	0	4	0%
	<b>S.Total</b>		<b>1</b>	<b>16</b>	<b>6%</b>

---

### **3.2. Tableau de synthèse des anomalies sur la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés**

Rubriques	Sous Rubriques	N° d'ordre Anomalies	Degré de gravité	DC				NB Anom obsv.	DRP		NB Anom obsv.	Total anomalies	Nbre d'anomalies possibles
				Marché N°1 (AGBAR A OLU Sarl)	Marché N°3 (Etablissement TECHNO FROID PLUS NG)	Marché N°5 (LADDER GROUP Sarl)	Marché N°6 (EXPLOITS WEB Sarl)		Marché N°2 (PROMPTEL GROUP Sarl)	Marché N°4 (ATALYS Sarl)			
I. Préparation du marché	Préparation du marché	RC01	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC02	INSF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC03	INSF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		S.Total		0	0		0	0	0	0	0	0	18
II. Déroulement de la procédure de passation	A. Respect des conditions spécifiques de recours à l'Appel d'Offres Restreint (AOR)	RC04	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	0	0	0
		RC05	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	N/A	N/A	0	0	0
		RC06	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	N/A	N/A	0	0	0
		S.Total		0	0		0	0	0	0	0	0	0
	B. Respect des conditions spécifiques de recours à l'Entente Directe	RC07	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	N/A	N/A	0	0	0
		RC08	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	N/A	N/A	0	0	0
		RC09	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	N/A	N/A	0	0	0
		S.Total		0	0		0	0	0	0	0	0	0
	C. Respect des conditions spécifiques de recours à la DRP	RC10	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0	0	0	2
		RC10 bis	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0	0	0	2
		RC11	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A		0	0	0	0	2
		RC12	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0	0	0	2
		RC13	NCF	N/A	N/A	0	0	0	N/A	N/A	0	0	2
		S.Total		0	0		0	0	0	0	0	0	10
	D. Respect des conditions spécifiques de recours à la DC	RC14	NCF	0	0	0	0	0	N/A	N/A	0	0	4
		RC14 bis	NCF	0	0	0	0	0	N/A	N/A	0	0	4
		RC15	NCF	0	0	0	0	0	N/A	N/A	0	0	4

Rubriques	Sous Rubriques	N° d'ordre Anomalies	Degré de gravité	DC				NB Anom obsv.	DRP		NB Anom obsv.	Total anomalies	Nbre d'anomalies possibles
				Marché N°1 (AGBAR A OLU Sarl)	Marché N°3 (Etablissement TECHNO FROID PLUS NG)	Marché N°5 (LADDER GROUP Sarl)	Marché N°6 (EXPLOITS WEB Sarl)		Marché N°2 (PROMPTEL GROUP Sarl)	Marché N°4 (ATALYS Sarl)			
		S.Total		0	0		0	0	0	0	0	0	12
	E. Dossier d'appel à concurrence	RC16	INSF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC17	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC18	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC19	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0	0	0	2
		RC20	NCF	0	N/A	N/A	N/A	0	0	0	0	0	3
		RC21	NCF	0	N/A	N/A	N/A	0	0	0	0	0	3
		RC22	NCF	0	N/A	N/A	N/A	0	0	0	0	0	3
		RC23	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC24	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC25	NCF	0	0	N/A	N/A	0	0	0	0	0	4
		RC26	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		S.Total		0	0	0	0	0	0	0	0	0	51
	F. Publicité des avis d'appel d'offres ouvert et avis de pré-qualification	RC27	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC27 bis	INSF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		S.Total		0	0	0	0	0	0	0	0	0	12
	G. Présentation des offres	RC28	NCF	0	N/A	N/A	N/A	0	0	0	0	0	3
		RC29	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC30	INSF	0	0	N/A	N/A	0	0	0	0	0	4
		RC31	INSF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		S.Total		0	0		0	0	0	0	0	0	19
	H. Réception des offres	RC32	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6

Rubriques	Sous Rubriques	N° d'ordre Anomalies	Degré de gravité	DC				NB Anom obsv.	DRP		NB Anom obsv.	Total anomalies	Nbre d'anomalies possibles
				Marché N°1 (AGBAR A OLU Sarl)	Marché N°3 (Etablissement TECHNO FROID PLUS NG)	Marché N°5 (LADDER GROUP Sarl)	Marché N°6 (EXPLOITS WEB Sarl)		Marché N°2 (PROMPTEL GROUP Sarl)	Marché N°4 (ATALYS Sarl)			
		S.Total		0	0		0	0	0	0	0	0	6
	I.Ouverture des offres	RC33	INSF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC34	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC35	INSF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC36	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC36 bis 1	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC36 bis 2	INSF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		S.Total		0	0	0	0	0	0	0	0	0	36
	J. Evaluation des offres & Proposition d'attribution provisoire	RC37	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC38	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC39	INSF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC40	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0	0	0	2
		RC41	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		S.Total		0	0		0	0	0	0	0	0	26
	K. Notification de l'attribution du marché	RC42	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC42 bis	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		S.Total		0	0	0	0	0	0	0	0	0	12
	L. Contrat de marché, Signature, Approbation, enregistrement du marché et notification du	RC43	INSF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC44	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC45	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC46	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC46 bis	NCF	0	0	0	0	0	0	0		0	6



Rubriques	Sous Rubriques	N° d'ordre Anomalies	Degré de gravité	DC				NB Anom obsv.	DRP		NB Anom obsv.	Total anomalies	Nbre d'anomalies possibles
				Marché N°1 (AGBAR A OLU Sarl)	Marché N°3 (Etablissement TECHNO FROID PLUS NG)	Marché N°5 (LADDER GROUP Sarl)	Marché N°6 (EXPLOITS WEB Sarl)		Marché N°2 (PROMPT L GROUP Sarl)	Marché N°4 (ATALYS Sarl)			
	marché au titulaire du marché	RC47	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC48	INSF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC49	INSF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC50	INSF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		S.Total		0	0		0	0	0	0	0	0	54
III. Phase d'exécution (réception et règlement) du marché		RC51	NCF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC52	INSF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
		RC53	INSF	N/A	N/A	NA	N/A	0	N/A	N/A	0	0	0
		RC54	NCF	N/A	N/A	NA	N/A	0	N/A	N/A	0	0	0
		RC55	NCF	N/A	N/A	NA	N/A	0	N/A	N/A	0	0	0
		RC56	INSF	N/A	N/A	NA	N/A	0	N/A	N/A	0	0	0
		RC57	INSF	N/A	N/A	NA	N/A	0	N/A	N/A	0	0	0
		RC58	INSF	N/A	N/A	NA	N/A	0	N/A	N/A	0	0	0
		RC59	NCF	N/A	N/A	NA	N/A	0	N/A	N/A	0	0	0
		RC60	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	0	0	0	0	2
		RC61	INSF	N/A	0	0	0	0	N/A	0	0	0	4
		RC62	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	N/A	N/A	0	0	0
		S.Total		0	0		0	0	0	0	0	0	18
Respect des conditions spécifiques liées à l'avenant		RC63	NCF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	N/A	N/A	0	0	0
		RC64	INSF	N/A	N/A	N/A	N/A	0	N/A	N/A	0	0	0
		S.Total		0	0		0	0	0	0	0	0	0
		TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	274

**Annexe 4 : Liste de présence de la séance de restitution**



# LISTE DE PRESENCE DE LA SEANCE DE RESTITUTION

OBJET : AUDIT TECHNIQUE INDEPENDANT DES MARCHES PUBLICS AU TITRE DE L'ANNEE 2022

NOM DE L'AUTORITE CONTRACTANTE : MINISTRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI

DATE :

N°	NOMS ET PRENOMS	STRUCTURE	TITRE	CONTACTS ET EMAILS	EMARGEMENT
1.	QUENUT J. Roland (Cotatier)	PRMP	PRMP	rcquenut@gouv.bj	
2.	GNAMBODENON M. Jean-Luc	DCMP	DCMP	gnjeanluc@yahoo.fr	
3.	BESSANH W. Dumas	CCMP	Spécialiste du domaine d'activité dominante de l'Autorité Contractante	55633196 dubessanh@gouv.bj	
4.	SOSSOU C. Victor	PRMP	SP/PRMP	0164255966 victa2000en@gouv.bj	
5.	ADAMOU B. Fatimata	PRMP	collaboratrice	0197-86-57-03 afbachabio@gouv.bj	
6.	LOKONON G. Sébastien	PRMP	Collaborateur PRMP	0167828168 sgloknonon@gouv.bj	
7.	HPUNKPODOTE Adèle Nugues H.	SYNEX Auditeur	Auditeur	hugues.hokpote@gmail.com	
8.					

## **Annexe 5 : Liste des irrégularités entraînant la non-conformité de la procédure :**

Rubriques	Sous Rubriques	N° d'ordre Anomalies	Risques d'irrégularités entraînant la non-conformité des marchés	
I. Préparation du marché	Préparation du marché	RC1	(Art 24 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
II. Déroulement de la procédure de passation	A. Respect des conditions spécifiques de recours à l'Appel d'Offres Restreint (AOR)	RC4	(Art 33 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC5	(Article 33 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
	B. Respect des conditions spécifiques de recours à l'Entente Directe	RC7	(Art 34 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC9	(Art 35 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
	C. Respect des conditions spécifiques de recours à la DRP	RC10	(Art 3 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020)	
		RC10 Bis	(Art 15 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020)	
		RC13	(Art 38 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020))	
	D. Respect des conditions spécifiques de recours à la DC	RC14	(Art 3 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020)	
		RC14 Bis	(Art 15 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020)	
		RC15	(Art 24 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
	E. Dossier d'appel à concurrence	RC17	(Art 48 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC18	(Art 58 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC19	(Art 20 du décret 2020-598 du 23 décembre 2020, art 2 du décret 2020-597 du 23 décembre 2020)	
		RC20	(Art 51 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC21	(Art 51 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC22	(Art 68 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC23	(Article 61 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC24	(Art 59 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC25	(Article 60 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC26	(Art 64 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		F. Publicité des avis d'appel d'offres ouvert et avis de préqualification	RC27	(Art 54 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)
		G. Présentation des offres	RC28	(Art 68 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)
	RC29		(Art 66 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
	RC31		(Art 122 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020, art 11 point c du décret 2020-601 du 23 décembre 2020)	
	RC 31bis		Absence de réponse aux demandes d'éclaircissement de candidat avant la soumission de l'offre ou réponse non communiquée à tous les candidats,	
	H. Réception des offres	RC32	Non concordance des informations entre les différentes pièces liées à la réception des offres (Avis d'appel à concurrence, Registre spécial des offres, PV de réception des offres, etc.)	
	I. Ouverture des offres	RC34	(Art 70 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC36	(Art 70 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC36 bis1	(Art 2 point 3 du décret N°2020-597 du 23 décembre 2020)	
	J. Evaluation des offres & Proposition d'attribution provisoire	RC37	(Art 72 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC38	(Art 72 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC41	(Article 11 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020)	
	K. Notification de l'attribution du marché	RC42	Absence de concordance entre les différentes pièces liées à la notification d'attribution du marché (PV d'ouverture, PV d'évaluation, PV d'attribution)	
		RC42bis	(Art 10 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC44	(Art 46 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020, art premier du décret 2020-602 du 23 décembre 2020, Décision 2021-017 du 30 décembre 2021 de l'ARMP)	
		RC45	(Art 83 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC46	(Art 84 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020/Art10 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020 )	
		RC46 bis	(Art 84 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
		RC47	(Art 24 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	
III. Phase d'exécution (réception et règlement) du marché	RC51	Conditions de réception du marché non conformes aux clauses contractuelles		
	RC54	(Art 111 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)		
	RC55	(Art 111 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)		
	RC59	(Art 112 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)		
	RC62	(Art 111 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)		
Respect des conditions spécifiques liées à l'avenant		RC63	(Art 100 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020)	

## **Annexe 6 : Liste des documents dont l'absence entraîne la non-conformité de la procédure**

1	Dossier d'appel à concurrence (DAC) et éventuellement ses additifs / Cahier de charges pour les ED sans mise en concurrence ( <b>Article 46 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
2	ANO sur le DAC par la CCMP/DNCMP (Bon à lancer) ou du bailleur en cas de financement extérieur ( <b>Article 14 et 15 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020 ; articles 4 et 5 du décret 2020-600 du 23 décembre 2023</b> )	NCF
3	Avis d'appel à concurrence, son additif et/ou son avis de reports éventuels ( <b>Article 48 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
4	Preuves de publication de l'avis d'appel à concurrence, son additif et/ou son avis de reports éventuels ( <b>Article 53 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
6	Liste d'émargement des déposants des offres dans le registre spécial ( <b>Article 69 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
7	Offres ou propositions des soumissionnaires y compris pour les ED ( <b>Article 65 et 66 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
8	PV d'ouverture des offres ( <b>Article 70 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
8 bis	Liste de présence de la séance d'ouverture des offres	NCF
9	Note de service de désignation des membres des commissions ad hoc d'ouvertures et d'évaluation des offres ( <b>Article 10 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020</b> )	NCF
11	Déclaration de l'AC en cas d'infructuosité de l'appel d'offre si marché relancé ( <b>Article 71 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
12	Avis de l'organe de contrôle compétent avant la déclaration d'infructuosité par l'AC si marché relancé ( <b>Article 71 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
14	PV de délibération de la COE avec la liste de présence des membres présents à ladite séance ( <b>art 11 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020</b> )	NCF
15	Rapport d'analyse des offres établi dès l'ouverture des plis par la Commission d'Ouverture et d'Evaluation ( <b>Article 72 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
17	ANO sur le rapport d'évaluation par la CCMP/DNCMP ou du bailleur en cas de financement extérieur ( <b>art 78 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
18	PV d'attribution provisoire ( <b>Article 78 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
19	Preuve de la publication du PV d'attribution provisoire ( <b>Article 78 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
20	Courrier de notification à l'attributaire provisoire ou d'invitation à la négociation pour les PI ( <b>Article 79 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
21	Courriers d'information aux soumissionnaires non retenus ( <b>Article 79 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
22	Avis d'attribution définitive ( <b>Article 87 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
23	Preuve de publication de l'avis d'attribution définitive ( <b>Article 87 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
24	Marché signé, approuvé et enregistré ( <b>Article 85 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
25	ANO sur le marché par la CCMP/DNCMP ou du bailleur en cas de financement extérieur ( <b>Article 85 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
27	Bon de commande pour les marchés à commande et de clientèle ( <b>Article 104 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
33	Attestations de service fait ou bordereaux de livraison	NCF
34	Rapports (livrables) pour les PI	NCF
35	Rapports de validation des livrables pour les PI	NCF
38	Caution de l'avance de démarrage ( <b>Article 111 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
41	Rapport spécial validé par la commission de contrôle de l'autorité contractante pour les Ententes Directes (ED) ( <b>Article 35 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
42	Requête d'avis et l'avis de conformité/de rejet de la DNCMP (entente directe, appel d'offres restreint) ( <b>Articles 33, 34 et 35 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
43	Lettre de demande d'autorisation pour l'AOR, l'ED ou la DRP restreinte élaborée par l'AC ( <b>Article 33, 34 et 35 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
44	Autorisation de l'autorité compétente (entente directe, appel d'offres restreint, DRP restreinte, <b>avenants</b> ) ( <b>Article 33 et 35 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> )	NCF
51	Demandes d'autorisation pour les avenants et les avis d'autorisations de la DNCCP ou du bailleur en cas de financement extérieur ( <b>Article 100 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020</b> ).	NCF

### **Annexe 7 : Tableau récapitulatif des recommandations**

N°	Rubriques	Recommandations
01	Revue de l'existence effective de certains documents obligatoires attendus	Rechercher au niveau des différents acteurs liés à la passation des marchés les causes inhérentes à ces manquements relevés et de prendre les dispositions à l'avenir pour mettre en place ces documents conformément aux textes en vigueur.
02	Personne responsable des marchés publics (PRMP)	Procéder, sans délai, à la régularisation du mandat de la PRMP en prenant un nouvel acte de nomination conforme aux dispositions de l'article 3 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020. Cette mesure garantira la légalité et la continuité des fonctions exercées.
03		Mettre en place un système d'archivage électronique efficient pour la conservation et la gestion des documents relatifs aux marchés publics. L'utilisation d'une plateforme numérique centralisée permettrait de faciliter l'accès aux documents, d'améliorer la conservation des données et de renforcer la conformité aux normes réglementaires en vigueur.
04	Secrétariat Permanent de la PRMP (SP-PRMP)	Émettre sans délai un acte officiel instituant le Secrétariat Permanent de la PRMP (SP-PRMP), en stricte conformité avec les dispositions de l'article 8 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020.
05		Procéder à la désignation officielle d'un Assistant en Passation des Marchés par le biais d'un acte administratif formellement approuvé, garantissant ainsi une organisation optimale et une efficacité accrue des missions du SP-PRMP.
06	Cellule de Contrôle des Marchés Publics (CCMP)	Instaurer un dispositif formalisé de suivi et de documentation du contrôle a posteriori, incluant un calendrier précis et des responsabilités clairement définies pour garantir la réalisation effective des examens des marchés concernés avant la clôture de l'exercice N+1, conformément aux exigences de l'article 12 du décret n°2020-599 du 23 décembre 2020.
		S'assurer de l'élaboration et de la transmission systématique des rapports de contrôle a posteriori aux instances compétentes, en particulier pour les marchés passés par Demande de Cotation n'ayant pas fait l'objet d'un contrôle a priori, afin de renforcer la traçabilité et la transparence des processus.
07	Commentaire sur les délais de passation des marchés sélectionnés au titre de la période sous revue	Mettre en place à l'avenir toute la documentation appropriée (y compris un registre pour la transcription datée de toutes opérations liées à la passation et à l'exécution des marchés) pour le contrôle du respect des délais prévus par la réglementation en vigueur.
08		Identifier toutes les causes inhérentes au non-respect des délais et proposer des actions correctives appropriées.